que faire?

revue communiste

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. *Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée.* »

(LÉNINE, *décembre 1906.)*

- Sommaire -

NOS MORTS : HYPPO ETCHÉBÉHÈRE

ÉDITORIAL : Au secours de la Révolution Espagnole.

PROBLÈMES ACTUELS : A. MARTIN. — Où va la Révolution Espagnole ?
P. LENOIR. — Pour une politique extérieure de classe.

VIE DU PARTI : André FERRAT. — A mes camarades du Parti Communiste !
Les militants du Parti Communiste protestent.
Pourquoi *l'Humanité* ne répond-elle pas ?

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE :

LES LIVRES : R. BRIZON. — Jeunes, où allez-vous ?

VIE DE " QUE FAIRE ? " : Les amis de *Que faire ?* à Châteaudun.

2e année N° 21 **Septembre 1936** **PRIX 1 fr.**

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an..... **10** fr. | Six mois..... **5** fr.
Étranger : — ..... **18** fr. | — ..... **10** fr.
Abonnement de soutien..... **20** fr.

MANDAT : LUCOT, C. C. 192.025 PARIS

CORRESPONDANCE :
Que faire ? — 15, rue du Petit-Pont, 15 — PARIS (5e)

DÉCLARATION

L'organisation communiste « QUE FAIRE ? » salue la mémoire de Zinoviev, Kameniev, Mratchkovsky, Smirnov, et autres dirigeants du parti bolchévik et du pouvoir soviétique issu de la Révolution d'Octobre, assassinés le 25 août sur l'ordre de Staline pour des « crimes » que n'a même pas retenus le tribunal militaire lors du premier procès de Zinoviev, le 25 janvier 1935, et dont aucune preuve n'a été fournie au cours du dernier procès à l'opinion ouvrière de l'U. R. S. S. et du monde.

Elle s'incline respectueusement devant la dépouille de Michel Tomsky, premier secrétaire général de la C. G. T. soviétique, un des dirigeants de la Révolution d'Octobre, poussé au suicide par des accusations dont il n'avait aucune possibilité de s'expliquer devant la classe ouvrière russe et internationale.

Elle rejette avec indignation les insinuations et les accusations sans preuves, dirigées par Staline contre le camarade Trotski, « sous la direction duquel se poursuivait tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection d'Octobre » (reconnu par Staline le 6 novembre 1918), premier chef de l'Armée Rouge. En reprenant les calomnies des gardes blancs de 1917, accusant Lénine, Trotski, Zinoviev, d'être des agents de l'impérialisme allemand, Staline veut présenter les fondateurs du parti bolchévik et les grandes personnalités de la période héroïque de la Révolution d'Octobre comme des agents de la Gestapo.

Tout en proclamant le devoir du prolétariat international de défendre l'U. R. S. S., si elle est en butte à l'agression impérialiste, « *Que Faire ?* » rejette toute solidarité avec le gouvernement de Staline, liquidateur de toute démocratie ouvrière en U. R. S. S., destructeur des conquêtes socialistes de la Grande Révolution Russe, et dont le dernier acte, bien loin d'être une mesure de défense de la Révolution, est un monstrueux attentat contre la classe ouvrière de l'Union Soviétique.

« *Que Faire ?* » demande la constitution d'une Commission internationale, composée de représentants des organisations ouvrières, *absolument indépendante du gouvernement russe*, commission qui aura pour but d'examiner les accusations portées contre Trotski et autres militants ouvriers menacés et de mettre à nu les dessous du procès de Moscou.

Elle appelle les ouvriers à protester contre l'exécution des chefs les plus en vue du parti bolchévik.

NOS MORTS

HYPPO ETCHÉBÉHÈRE

Camarade Hyppo Etchébéhère, chef d'une colonne motorisée du P. O. U. M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), mort le 16 Août, héroïquement et révolutionnairement, lors d'une attaque contre le fascisme.

Tel est le bref télégramme que nous avons reçu de Madrid et qui nous a profondément ému : Hyppo Etchébéhère (Rustico), notre compagnon de lutte, n'est plus.

Il fut un des fondateurs de *Que faire ?* et membre de son comité de rédaction jusqu'à juillet 1935. Puis, malade, il fut obligé de se retirer de l'activité militante et de séjourner six mois au sanatorium de La Bruyère. En mai 1936, il partit pour Madrid où il fut rejoint quelque jours plus tard par sa compagne, la camarade Mika, qui fut l'administratrice de *Que faire ?*.

Quand l'insurrection militaire éclata, en révolutionnaires dévoués et courageux, ils entrèrent tous deux dans la milice ouvrière et s'élancèrent dans la bataille pour contribuer avec l'ensemble du prolétariat madrilène à faire reculer les fascistes qui encerclaient la capitale.

Poursuivant les rebelles, au-delà de Guadalajarra, au nord de Madrid, à la tête d'une colonne de miliciens, le camarade Etchébéhère est tombé le 16 août, à Siguenza, sur la route de Saragosse.

Hyppo Etchébéhère, quoique de nationalité française, était né en 1901 en Argentine où il fut un militant actif et dévoué du Parti Communiste Argentin dès la fondation de celui-ci.

Exclu en 1925, pour ses divergences politiques avec la ligne erronée de l'Internationale Communiste, il resta jusqu'à sa mort un communiste dévoué corps et âme à la cause de la révolution.

Se trouvant en Allemagne avec sa compagne lors de l'avènement de Hitler, alors que la terreur régnait déjà dans tous le pays, il ne voulut pas quitter Berlin sans aller encore une fois fleurir la tombe de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, ce fut peut être la dernière fois que des fleurs furent posées au monument du cimetière de Friedrichhof.

Sa tombe à lui est maintenant anonyme dans cette terre d'Espagne ou reposent tant de milliers d'autres héros obscurs de la révolution prolétarienne.

La rédaction de *Que faire ?* s'incline profondément devant la mémoire de ce militant modèle qui, toute sa vie, lutta pour l'émancipation du prolétariat. Elle envoie son salut fraternel à son héroïque compagne qui continue à combattre dans la milice ouvrière.

QUE FAIRE ?

ÉDITORIAL

Au Secours de la Révolution Espagnole !

C'est maintenant qu'il faut sauver la paix, en sauvant la république espagnole, *écrit Louis de Brouckère, président de l'Internationale Ouvrière Socialiste (*le Populaire *du 9 août et* l'Humanité *du 10 août).*

La défaite des travailleurs espagnols pourrait bien être notre défaite, non seulement du point de vue social, mais la défaite même de notre propre pays, *déclare le 5 août Jouhaux au Congrès national des Instituteurs.*

Avec l'Espagne, pour la sécurité de la France — *ce titre de la récente affiche du Parti Communiste s'étale sur les murs de Paris et des villes de province.*

Ainsi tous les dirigeants ouvriers reconnaissent que les intérêts du prolétariat européen, de la démocratie, de la France, sont en jeu en Espagne. La conscience de la communauté d'intérêts du Front Populaire français et espagnol dépasse les cadres du mouvement ouvrier; la délégation des gauches et les radicaux ont à maintes reprises manifesté leurs sympathies envers le Front Populaire espagnol.

Lors de la guerre italo-abyssine les intérêts du prolétariat européen, les intérêts de la France bourgeoise étaient engagés beaucoup moins que ce n'est le cas aujourd'hui en Espagne. Personne n'a oublié les campagnes bruyantes du Front Populaire contre Laval et sa politique de complaisance envers Mussolini, de tiédeur envers la légalité internationale, de lâcheté envers le peuple abyssin.

Il était donné au gouvernement du Front Populaire de tomber plus bas qu'un Laval. La politique de neutralité, d'abord conditionnelle, puis, à partir du 7 août, de neutralité absolue envers l'Espagne, au moment où les contre-révolutionnaires reçoivent l'aide des fascistes étrangers, c'est, en fait l'application des sanctions envers l'Espagne du Front Populaire.

L'Europe laisse faire. Elle laisse écraser la République espagnole avec ce même manque de courage qu'elle a manifesté dans l'affaire éthiopienne.

Ce n'est pas un ultra-gauchiste impatient, c'est le président de la IIe Internationale qui le constate.

Non content de laisser écraser nos frères espagnols, le gouvernement du Front Populaire engage une action diplomatique monstrueuse tendant à la conclusion d'une convention de non-intervention avec les gouvernements fascistes, convention qui briserait toute solidarité internationale des ouvriers et obligerait les travailleurs de chaque pays d'assister impassibles et indifférents à l'écrasement et à l'assassinat en masse de leurs frères étrangers. Les apôtres de la paix indivisible, de la sécurité collective font fi de la seule sécurité qui compte pour les travailleurs : sécurité contre le fascisme et la contre-révolution. Ils rejettent la collaboration internationale des travailleurs, seule garantie contre les guerres, seule garantie de la paix.

***

Comment expliquer cette attitude du gouvernement Blum ? Comment expliquer l'attitude analogue du gouvernement soviétique qui s'est empressé d'approuver le projet français de la convention sur la non-intervention ? Pour

l'Humanité *ceux qui tolèrent* que l'Espagne républicaine soit mise hors du droit commun en matière de relations internationales *sont des traîtres au service de Hitler et Mussolini. Faut-il donc conclure que Blum et Staline sont devenus des agents de Hitler, tout comme Delbos et Xavier Vallat ?*

S'agit-il de leur attachement à la paix ? La politique de Blum-Delbos s'explique-t-elle par le désir d'éviter à tout prix la guerre ?

Personne ne propose que la France et l'U. R. S. S. déclarent la guerre à Franco ou à ses protecteurs de Berlin et de Rome. Mais l'envoi d'armes et de munitions en Espagne fournira aux fascistes des prétextss pour déclencher la guerre, répliquent les partisans de la politique gouvernementale. C'est de la même façon que Laval a justifié sa politique de sabotage des sanctions contre l'Italie en alimentant la campagne réactionnaire contre le « Front populaire — fomenteur de guerre ».

Les guerres ne sont pas dues aux prétextes de ce genre. Quand un brigand impérialiste veut déclencher la guerre, il en trouve aisément le prétexte. Et quand un prétexte convenable n'est pas sous la main, il n'y a rien de plus aisé que d'en inventer un. L'Etat-major japonais a fabriqué en 1931 *un capitaine mystérieux soi-disant maltraité par les Chinois. Quant à Mussolini il a présenté les Abyssins comme une menace contre la sécurité italienne. Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.*

Si le gouvernement hitlérien voulait ou pouvait déclencher la guerre, ce ne sont pas les prétextes qui lui ont manqué, depuis le 18 *juillet.*

Et ce ne sont pas des actes de complaisance avec les fascistes — la fermeture du port de Tanger pour l'Espagne du Front Populaire, son blocus en fait — qui peuvent désarmer les protecteurs fascistes de Franco. La presse du Front Populaire reconnaît elle-même que cette politique immorale et lâche, « la guerre, la guerre la plus féroce, engagée dans les pires conditions, à peu près inévitable » (article de Brouckère).

Ce sont les ouvriers espagnols qui luttent pour la paix en menant le combat contre leurs militaristes, contre leur impérialisme. Saboter leur lutte, c'est saboter la seule lutte efficace *contre la guerre.*

Comment expliquer dans ces conditions l'attitude de Blum ? Pour Péri, cette politique « est absolument incompréhensible ». (L'Humanité *du 17 août.)*

Quand on abandonne le terrain de lutte de classe et qu'on explique tous les événements par les intrigues et des machinations sordides des agents de l'étranger, on ne peut, en effet, pas comprendre la politique du gouvernement Blum. Mais il suffit d'analyser l'attitude des classes sociales qui, malgré les appels de Thorez à l'unité de tous les Français, existent encore dans ce pays, pour comprendre les raisons de la veulerie du gouvernement de Front Populaire.

La classe ouvrière espagnole s'avère la seule force capable d'arrêter l'offensive du fascisme, de la contre-révolution militariste, de la réaction des hobereaux et de l'Eglise. La lutte pour la démocratie et la lutte pour le pouvoir des ouvriers se confondent, elles sont inséparables. Dans le même sens sont inséparables les intérêts du prolétariat espagnol et de celui des autres pays. La défaite des ouvriers espagnols serait celle des ouvriers français, anglais, belges. C'est pourquoi, malgré l'autorité dont jouit encore le gouvernement du Front Populaire, la pression des ouvriers en faveur de l'Espagne oblige les partis ouvriers gouvernementaux à s'opposer à la politique de neutralité, à approuver le cri populaire : « des avions, des canons pour l'Espagne ».

Mais la bourgeoisie française — de droite et de gauche — n'a pas les mêmes raisons de soutenir l'Espagne du Front populaire. Quand Jouhaux et Duclos parlent de l'intérêt français qui est en jeu, ils escamotent la différence qui sépare les deux Frances : la France du prolétariat et la France de la bourgeoisie. Pour le prolétariat français, le maintien et le développement des libertés démocratiques, la lutte contre le fascisme, c'est son intérêt national et international. Pour la bourgeoisie française, le triomphe du prolétariat en Espagne serait non moins néfaste que la victoire de Franco. Ses sympathies de classe le poussent

vers Franco, derrière lequel se trouve le gros de la bourgeoisie espagnole; si le triomphe éventuel de Franco risque d'affaiblir les positions de l'impérialisme français en Méditerranée, le triomphe de la révolution prolétarienne en Espagne serait un coup des plus graves porté à la domination capitaliste en France, à l'intégrité et la solidité de l'empire français. Avec les forces actuelles du prolétariat en France, l'intervention en faveur de Franco ne se pose même pas pour la bourgeoisie française. C'est pourquoi, en définitive, la politique de neutralité absolue répond ainsi le mieux aux intérêts de la bourgeoisie française.

Quand l'Humanité *essaie d'expliquer aux impérialistes de ce pays que la sécurité de l'empire français, les intérêts des communications avec « nos possessions coloniales » exigent une aide active à l'Espagne du Front populaire, elle embrouille la conscience de classe du prolétariat, mais ne réussit pas à convaincre les capitalistes. La bourgeoisie française sait qu'il y a des accommodements possibles avec Hitler, avec Mussolini, avec Franco, elle tend à utiliser les divergences entre ses rivaux bourgeois, mais elle sait que la victoire du prolétariat sapera* les bases mêmes *de sa domination. Quant à la démocratie, au régime républicain, elle les sacrifiera sans hésitations quand il s'agira de sauver ses intérêts de classe.*

Placé entre le prolétariat et la bourgeoisie, le gouvernement du Front Populaire, gouvernement dirigé par les démocrates petits-bourgeois, a capitulé devant la bourgeoisie. Les radicaux ont joué une fois de plus le rôle d'agents du grand capital obligeant leurs collègues à s'incliner devant ses volontés. Hier Salengro a promis à Bienvenu-Martin de sévir contre les ouvriers occupant des usines; aujourd'hui, Blum se plie aux volontés de Delbos et livre les ouvriers espagnols à leurs bourreaux. Ainsi, s'allonge la chaîne de capitulations dont chaque anneau renforce la réaction capitaliste et fasciste.

***

Mais les organisations ouvrières ne sympathisent-elles pas avec la révolution espagnole ? Ne lui apportent-elles pas des secours matériels et moraux ? Ne protestent-elles pas contre la politique de neutralité ?

Affirmer sa sympathie pour l'Espagne et en même temps faire confiance à la lamentable politique de M. Delbos, c'est une contradiction invraisemblable; on ne peut pas être sympathique à l'Espagne républicaine et en même temps soutenir une action qui tend à étrangler sa résistance, *écrit Harmel dans* le Peuple *du 15 août en jugeant l'attitude des radicaux.*

*Cette appréciation s'applique complètement à l'attitude de la C. G. T. et des partis communiste et socialiste. Les beaux discours et articles en faveur de l'Espagne. Les déclarations contre la neutralité-duperie et même « neutralité-forfaiture » et trahison (*le Peuple *du 18 août) n'ont aucune valeur du moment que l'on continue à faire confiance au gouvernement.*

Le gouvernement Blum ne pourrait tenir un seul jour sans le soutien de la C. G. T. et du Parti Communiste. Le devoir des organisations ouvrières est de mettre ce gouvernement en face de ses responsabilités. Il faut lui faire sentir qu'il ne doit pas compter sur le soutien des ouvriers pour poursuivre la politique de Laval. Il faut en finir avec la politique de soutien « sans éclipse » qui permet l'étranglement de la Révolution espagnole. Loin de favoriser la politique ouvrière, la persistance de cette équivoque — un gouvernement du Front Populaire faisant la politique de la réaction capitaliste — ne fait qu'affaiblir l'action du prolétariat, l'émousser, jeter de la confusion dans ses rangs.

L'intérêt du prolétariat, l'intérêt de la révolution espagnole et internationale exige l'abandon du blocus en fait de la révolution espagnole, exige la lutte contre les premiers responsables de cette politique : les ministres radicaux avec Delbos en tête. Le gouvernement du Front Populaire n'est pas un gouvernement

révolutionnaire, mais cela ne signifie pas qu'il faut supporter qu'il devienne fourrier de la réaction française et internationale.

Au moment où la lutte s'impose contre les ministres radicaux qui poussent le gouvernement dans la voie de la capitulation, les dirigeants du Parti Communiste sortent la politique du Front Français, l'élargissement du Front Populaire à droite, au delà des radicaux. Dans ces conditions la campagne de l'Humanité *en faveur de la révolution espagnole apparaît comme une plaisanterie macabre. Paul Reynaud, Flandin, Camille Chautemps et autres piliers éventuels du Front Français sont, par intérêt de classe, partisans de la neutralité en Espagne; préconiser l'unité avec eux, cela équivaut au sabotage de toute aide à nos frères d'Espagne.*

Aider la révolution espagnole, cela signifie briser avec la pratique néfaste de collaboration de classe, avec la politique funeste « de soutien sans éclipses » du gouvernement Blum, avec l'unité à tout prix *avec les radicaux. Cela exige le déclenchement d'une action* indépendante *du prolétariat qui, tout en organisant une aide directe aux ouvriers espagnols, doit exiger,* sous menace, *de retirer son soutien au gouvernement, l'abandon immédiat de la politique de neutralité et de complaisance envers les fascistes, la démission du responsable principal de cette politique — Yvon Delbos, la mise de* toutes *nos ressources à la disposition de la révolution espagnole.*

QUE FAIRE ?

On peut acheter "QUE FAIRE ?" :

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue Sambre-et-Meuse (10e); LIBRAIRIE ESPAGNOLE, 10, rue Gay-Lussac (5e); LIBRAIRIE DU LUXEMBOURG, 73, boulevard Saint-Michel (5e); KIOSQUES, 7, 22, 23, 63, boulevard Saint-Michel (5e); KIOSQUE, rue de Rivoli (coin rue de Sévigné) (4e); KIOSQUE, rue Saint-Antoine (près de la Bastille) (4e); KIOSQUES, 31 et 54, boulevard du Temple (3e); KIOSQUES de la place de la République; KIOSQUE, 25, boulevard Bonne-Nouvelle (10e); KIOSQUE, boulevard Magenta (coin rue Lafayette); KIOSQUE, boulevard Raspail (près du Dôme, à Montparnasse); KIOSQUE, place du Palais-Royal; LIBRAIRIE FARFALA, 269, faubourg Saint-Antoine; KIOSQUE, boulevard Poissonnière (face à l'*A. B. C.*), et autres.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

AOUT 1936

Cercle n° 1, 125 fr.; Cercle n° 2, 105 fr.; Cercle n° 3, 400 fr.; Cercle n° 4, 200 fr.; Jacques (Vernoil), 100 fr.; Joly, 5 fr.: B. (Yonne), 10 fr.; Desprès, 20 fr.; Yvonne, 10 fr. — **Total : 975 francs.**

Total à partir du 1er Janvier : **6.242** francs.

PERMANENCE DE L'ORGANISATION COMMUNISTE "QUE FAIRE ?"

Tous nos camarades et sympathisants sont invités à passer régulièrement à la permanence qui est organisée à notre siège, 15, *Rue du Petit-Pont* (5e) :

le mercredi de 20 heures à 23 heures;
le vendredi de 20 heures à 23 heures;
le samedi à partir de 16 heures 30.

Nous faisons appel à nos amis pour la fourniture de matériel (bancs, chaises, classeurs, tables, livres, journaux et revues).

PROBLÈMES ACTUELS

OU VA LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE ?

Que se passe-t-il en Espagne ? Selon le Comité central du Parti Communiste espagnol, *le peuple espagnol... n'a qu'un seul but : la défense de l'ordre républicain dans le respect de la propriété* (*l'Humanité* du 3 août). Dans son rapport du 6 août, à la salle Huyghens, Maurice Thorez a condamné avec indignation les « calomniateurs » qui affirment qu'on lutte en Espagne pour le communisme, pour la dictature du prolétariat. Il a souligné que la République espagnole respecte la propriété, même la propriété capitaliste.

A première vue, cette thèse paraît conforme à la réalité. La lutte actuelle a été déclenchée par les officiers contre-révolutionnaires qui veulent établir une dictature militariste-fasciste. L'Espagne est un pays arriéré, avec de nombreuses survivances du moyen âge, du féodalisme, surtout à la campagne. Ce sont les tâches de la révolution bourgeoise démocratique encore non terminée qui sont, en premier lieu, à l'ordre du jour en Espagne.

De cette situation les dirigeants du Parti Communiste déduisent la tactique suivante : la bourgeoisie espagnole, représentée par le gouvernement du Front populaire, a pour tâche de diriger la révolution; le rôle du prolétariat est de la soutenir, de défendre la constitution républicaine et un régime de démocratie bourgeoise. Vouloir aller plus loin, tendre à l'établissement d'un gouvernement ouvrier, ce serait faire preuve d'aventurisme, cela signifierait vouloir brusquer le cours de l'histoire.

C'est ainsi que raisonnaient en Russie les menchéviks avant 1917. La Révolution russe est une révolution bourgeoise, disaient-ils, c'est donc la bourgeoisie qui doit la diriger. Non, répondaient les bolchéviks avec Lénine, en se basant sur l'expérience historique des révolutions bourgeoises du passé; dans les pays où la bourgeoisie n'a pas fait *à temps* sa révolution et où un prolétariat nombreux s'est développé, la bourgeoisie craignant les ouvriers est *incapable* de faire la révolution bourgeoise, elle la trahit et se jette dans les bras de la réaction militariste et féodale pour se sauver du danger prolétarien. Seul le prolétariat, en alliance étroite avec les larges masses de la paysannerie, peut mener jusqu'au bout la révolution bourgeoise et passer à la révolution prolétarienne.

L'expérience russe — la Russie avant 1917 était non moins arriérée, si pas plus, que l'Espagne actuelle — a confirmé la justesse de la tactique des bolchéviks. La révolution agraire — la remise de la terre aux paysans — a été réalisée en Russie par le gouvernement prolétarien; c'est le gouvernement ouvrier qui a détruit d'une façon radicale les bases de l'ancien régime.

L'expérience espagnole infirme-t-elle l'expérience russe pour obliger un parti qui se réclame de Lénine d'adopter la position des menchéviks russes ? Non, les cinq années de la révolution espagnole confirment complètement la justesse de la tactique bolchévik. Depuis cinq ans la monarchie est renversée en Espagne. Les démocrates bourgeois et petits-bourgeois détiennent le pouvoir pour la seconde fois, depuis le 16 février 1936, après avoir été chassés par la réaction cléricale en 1933-34. Ils ont joui tout le temps du soutien de la majorité du prolétariat, dans la dernière période ils ont même bénéficié du préjugé favorable de la Confédération Nationale du Travail anarchiste.

Ils avaient donc toutes les possibilités pour réaliser le programme de la révolution bourgeoise : donner la terre aux paysans, établir sur des bases solides la république démocratique.

Or, ils ont failli à cette tâche. Les paysans espagnols n'ont pas obtenu la terre, tandis que les paysans russes l'ont eue *le lendemain même* de la prise du pouvoir par le prolétariat. Le gouvernement républicain n'a même pas réussi à « épurer » le corps des officiers, des diplomates, à supprimer la vieille bureaucratie vermoulue de la monarchie, à briser la puissance de l'Eglise. Si les ouvriers n'étaient pas intervenus avec vigueur le 18 juillet, la république aurait été livrée pour la seconde fois par les politiciens petits-bourgeois aux sbires de Franco et de Gil Robles, comme en 1934. Au moment où les généraux déclenchent l'insurrection, à Madrid les dirigeants du gouvernement essaient d'établir une combinaison orientée à droite pour tendre la perche aux fascistes. A Barcelone, jusqu'au dernier moment le gouvernement ne voulait pas donner des armes aux ouvriers. *S'il n'y avait pas eu l'action armée de la classe ouvrière, le fascisme aurait triomphé à Barcelone.* (*Le Peuple* du 28 juillet.)

Or, après cette expérience, que propose le Parti Communiste ? Soutenir de nouveau « sans éclipses » le gouvernement Giral, la même démocratie petite-bourgeoise qui a étalé son incapacité dans la lutte contre la réaction pour réaliser les tâches de la révolution gourgeoise ! Soutenir le même gouvernement qui, la veille de l'insurrection, fermait les permanences syndicales, relâchait les fascistes et refusait de prendre des mesures adéquates contre le complot militaire en préparation ! Une politique de ce genre ne pourrait qu'aboutir au même résultat : encourager la réaction à comploter de nouveau pour préparer mieux les coups suivants si cette fois son coup manquait.

Il faut perdre toute notion de lutte de classe, toute conscience révolutionnaire pour préconiser, dans les conditions actuelles, le respect de la propriété capitaliste. Heureusement, les ouvriers espagnols ne suivent pas les conseils des Thorez et des Marty. D'après les renseignements qui nous viennent d'Espagne, et même d'après les correspondances de *l'Humanité*, les ouvriers espagnols, après s'être emparé des imprimeries et des bâtiments appartenant aux capitalistes (quel respect pour la propriété capitaliste !), passent au contrôle ouvrier, de plus en plus élargi, de l'économie nationale. En fait, nous avons aujourd'hui en Espagne du Front Populaire deux pouvoirs : un pouvoir légal, s'appuyant sur les Cortès et sur les fonctionnaires qui lui sont restés fidèles; l'autre pouvoir, pouvoir ouvrier, représenté par les Comités de milices antifascistes et autres Comités du même genre, appuyés sur les ouvriers armés. L'état d'esprit qui règne dans l'Espagne du Front Populaire est décrit comme suit par le correspondant de *la Flèche* (du 1er août), qui rapporte les paroles d'un vieil Espagnol, hier partisan enthousiaste d'Azana :

Si, comme je l'espère de toute mon âme, nous parvenons à écraser le fascisme, il est certain que nous courrons vers une dictature socialo-communiste. Eh bien ! Elle aura mon assentiment, elle aura ma voix... Car lorsqu'un gouvernement comme celui que nous avions et dans lequel la majorité de l'Espagne avait mis tant d'espérances est tellement paralysé par des sophismes de légalité, ou par le dilettantisme, ou par des compromissions de classe, qu'il rend possible dans le pays une pareille saignée, une pareille accumulation de ruines, c'est qu'il relève d'une formule périmée et inefficace. Ils n'ont donc plus qu'à s'en aller, ces théoriciens d'une république démocratique-libérale. Ils ont prouvé qu'ils ne sont bons à rien.

Au moment où les meilleurs démocrates bourgeois perdent confiance dans « les sophismes de la légalité », il est donné à un parti se disant prolétarien de mettre sur son drapeau le respect à tout prix de la légalité. L'opposition de la lutte pour la démocratie et pour la république et de la lutte pour le gouvernement ouvrier, pour le socialisme est une opposition factice et artificielle. Il n'y a pas d'autre moyen d'établir une véritable république

démocratique *pour le peuple* que la voie du gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres; il n'y a pas d'autres moyens de résoudre le problème agraire et de développer les forces productives du pays, *dans l'intérêt de la majorité du peuple*, que la voie des mesures audacieuses d'organisation de la production et de l'échange portant atteinte à la propriété capitaliste. La révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne, loin d'être séparées par un mur chinois, sont étroitement liées, comme le montre l'expérience de la révolution espagnole depuis cinq ans.

Le développement ultérieur de la révolution espagnole dépend des rapports entre le pouvoir bourgeois légal et le pouvoir ouvrier. Pour battre le fascisme et la contre-révolution, il ne suffit pas de se proclamer partisan de l'ordre républicain. Il s'agit de déclencher toutes les énergies populaires en montrant aux masses laborieuses que la victoire de la Révolution leur apportera *immédiatement* la terre, la liberté nationale, l'allègement de leur misère *au détriment* des exploiteurs. Il s'agit de construire une nouvelle armée au service des travailleurs, sans officiers facistes et bourgeois, armée démocratique des ouvriers et des paysans. Il s'agit enfin d'assurer l'unité du gouvernement et du commandement, afin de coordonner la lutte contre l'ennemi, afin de lui opposer le bloc inébranlable du peuple révolutionnaire.

La lutte contre Franco et Mola ne se limite pas aux problèmes de technique et d'organisation militaires, quelle qu'en soit l'importance. La contre-révolution des officiers et des hobereaux serait depuis longtemps battue, si elle n'avait pas réussi à entraîner des travailleurs trompés, des paysans espagnols et marocains. Pour gagner ces paysans à la cause de la révolution, il ne suffit pas de se gargariser avec les phrases sur la défense de l'ordre et de la légalité, que les contre-révolutionnaires répètent aussi à satiété. Par une politique révolutionnaire conséquente : remise immédiate de la terre aux travailleurs de la terre, la réalisation du droit de libre disposition de tous les peuples opprimés par la bourgeoisie espagnole, du peuple marocain en premier lieu, la révolution portera un *coup décisif* à Franco. L'exemple des paysans basques, catholiques fervents, combattants aux côtés de la République, qui leur a donné l'autonomie, contre le très catholique gouvernement de Burgos, qui est pour eux le gouvernement de l'oppression nationale et de « la terre aux hobereaux », indique clairement le chemin à suivre.

Seul un gouvernement de la classe ouvrière, s'appuyant sur les travailleurs des villes et des campagnes, peut réaliser ces tâches. Il ne s'agit pas de renverser le gouvernement Giral, au moment où il participe à la lutte contre Franco. Mais ce gouvernement ne peut prétendre à la direction de la lutte, après avoir failli, malgré le soutien des ouvriers, à sa tâche. Les ouvriers ne peuvent permettre aux Azana, aux Giral, aux Companys d'utiliser leur position pour freiner l'activité des masses, pour préparer le désarmement des ouvriers, pour empêcher le développement de la révolution. Le pouvoir *réel* doit appartenir aux comités des milices et autres organes analogues, *à eux seuls!*

Si la classe ouvrière espagnole, en se laissant entraîner par la politique menchévik de Indalecio Prieto et de la direction du Parti Communiste, se remettait une fois de plus au gouvernement Azana, se laissait entraîner par le légalisme néfaste, se laissait désarmer, elle perdrait non seulement la cause du socialisme, mais encore celle de la démocratie et de la République.

A. MARTIN.

LIBRAIRIE ESPAGNOLE

10, *rue Gay-Lussac. — Paris (5e)*

Vous y trouverez tous les livres d'actualité sur l'Espagne.

POUR UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE DE CLASSE

La guerre civile en Espagne pose d'une façon impérieuse devant les ouvriers de tous les pays la question de la politique extérieure prolétarienne. La nécessité de définir une politique commune au service de la révolution prolétarienne, n'est pas une tâche de lendemain, *après la prise du pouvoir*, c'est la tâche pour aujourd'hui.

Les ouvriers révolutionnaires ne peuvent pas séparer la politique intérieure et la politique extérieure comme le font les « socialistes pacifistes » qui sont prêts, au nom de la paix, à se désintéresser des régimes intérieurs des autres pays.

Les ouvriers n'ont pas le droit d'agir ainsi. Il ne s'agit pas seulement de solidarité formelle, de compassion sentimentale. Le prolétariat qui s'enfermerait dans les limites nationales aurait trahi non seulement ses frères, il aurait trahi sa propre cause. La victoire du fascisme en Allemagne fut un coup pour tout le prolétariat international, la hantise de l'hitlérisme pèse jusqu'à présent sur le mouvement ouvrier français. La victoire de Mussolini en Abyssinie fut une défaite pour le prolétariat italien et celui des autres pays. Par contre, la révolution russe, la révolution chinoise furent autant de victoires pour les travailleurs de tous les pays, encouragés par l'exemple glorieux, renforcés par l'idée qu'ils peuvent compter sur l'aide de leurs frères libérés.

La lutte héroïque des ouvriers espagnols contre l'ennemi intérieur soutenu par les fascistes étrangers, est ressentie par les ouvriers conscients des autres pays comme leur lutte à eux. La défaite éventuelle des ouvriers espagnols serait un coup terrible porté aux ouvriers du monde entier, à la cause de l'affranchissement de la classe ouvrière. Celui qui, au nom du maintien de la paix (prétexte mensonger, on ne maintient pas la paix en capitulant devant le fascisme !) ou pour toute autre raison, préconise une politique de neutralité, de non-intervention, agit à l'encontre des intérêts du prolétariat international, à l'encontre des intérêts de la démocratie, les deux causes ne formant qu'un tout.

Le mouvement ouvrier moderne est né au cri : « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». La tentative d'enfermer le mouvement ouvrier dans les cadres nationaux, sous n'importe quel prétexte, ne peut qu'être mortel pour la cause de la révolution prolétarienne. A toute tentative de ce genre les ouvriers révolutionnaires doivent opposer l'action commune de classe, par dessus les frontières, pour les buts communs, pour les principes nouveaux dans le domaine des relations internationales.

LA FAILLITE DE LA " S. D. N. "

La première question à laquelle il faut répondre, est celle de la S. D. N. Quelle doit être l'attitude du prolétariat envers le système de relations internationales basé sur la S. D. N. ? Où en est ce système actuellement ?

Le 27 décembre 1935, lors de la discussion sur la politique extérieure de Laval à la Chambre, Léon Blum a exalté en ces termes l'ordre international basé sur la Société des Nations :

La Société des Nations ressuscite en quelque sorte devant l'agression, bien que l'agresseur soit cette fois une grande puissance. Elle est unanime dans sa décision, elle est unanime pour mettre son autorité collective, sa force collective, au service de la loi internationale; elle est unanime pour appliquer les sanctions... Cette fiction magnifique qui fait que l'agresseur d'un seul devient,

l'ennemi de tous, est en train de devenir une réalité puissante. (*Journal Officiel*, p. 2803.)

Le même jour M. Yvon Delbos, ministre actuel des Affaires étrangères, a déclaré :

Si la S. D. N. est bafouée, ce sera une confirmation éclatante de l'opinion trop répandue qu'elle est sans force, que les sanctions sont impraticables et que la sécurité collective est une chimère.

Nous aurons perdu l'espoir de voir la force au service du droit, et il ne nous restera plus qu'à nous plier sous la loi de la jungle, dans une course accélérée aux armements et à la guerre. (*Journal Officiel*, p. 2809.)

Six mois se sont écoulés, et le 1er juillet 1936 Léon Blum doit reconnaître que la *S. D. N. s'est montrée impuissante à prévenir une agression et à arrêter une guerre.*

Le 6 juillet 1936 le président de l'Assemblée de la S. D. N., Van Zeeland, dans son discours de clôture, « en regardant les réalités en face », constate amèrement :

Nous sommes en présence d'un échec, et d'un échec grave de la Société des Nations. Il faut éviter que cet échec ne se transforme en défaite.

Ainsi la guerre italo-éthiopienne qui, selon l'opinion autorisée de M. Yvon Delbos, était décisive pour la cause de la S. D. N., sonne le glas du système de la paix sous ses auspices.

La Société des Nations devait, dans la pensée de ses défenseurs, — les pacifistes à la Wilson et les socialistes de la IIe Internationale rejoints en 1934 par l'U. R. S. S. et l'Internationale Communiste — assurer l'ordre international, prévenir les guerres, mettre à la raison les perturbateurs de l'ordre.

Pourquoi ce système a-t-il échoué, comme l'Internationale Communiste l'avait prévu dès 1919 ? Selon Blum, *la cause de l'échec ne réside pas dans le pacte, mais dans l'application tardive, incertaine, équivoque du Pacte.*

Mais pourquoi a-t-il été mal appliqué ? A moins de vouloir expliquer tout le cours de l'histoire de ces dernières années par des intrigues et la mauvaise volonté de Laval, comme Péri est enclin à le faire (explication lavaliste de l'histoire !), il faut pousser l'analyse plus loin.

Les classes dominantes de chaque pays ne poursuivent pas on ne sait quelles fins supérieures de justice et de paix, elles agissent conformément à leurs intérêts. Les mêmes termes n'ont pas, dans ces conditions, la même signification dans la bouche des hommes d'Etat français, anglais, italiens ou allemands. La sécurité collective et la paix c'est *la défense de nos frontières et de celles que garantissent nos engagements* (discours de Blum à Genève). Mais ni les frontières, ni les engagements (alliances) ne sont les mêmes pour l'Angleterre et pour la France ; quant à l'Allemagne et à l'Italie, elles ne se sentiront en sécurité que du moment où leurs « besoins d'expansion » seront pleinement satisfaits.

Croire que tous ces intérêts vont miraculeusement coïncider au moment où une agression a lieu, croire à une harmonie préétablie entre eux, cela signifie substituer des fictions à la réalité. Les Etats capitalistes, basés sur la poursuite des intérêts impérialistes, sont inévitablement poussés à se combattre, vu la contradiction de leurs intérêts, et il est vain de se fier à leur bonne volonté pour appliquer la politique visant à empêcher les guerres.

Quand on veut établir une analogie entre la S. D. N. et les tribunaux, on oublie une chose essentielle : c'est que derrière les tribunaux se trouvent les gendarmes et l'armée. Sans la violence de l'Etat bourgeois les tribunaux seraient aussi impuissants que le sont le Conseil de la S. D. N. ou le Bureau International du Travail. Le caractère utopique de l'arbitrage exercé par la S. D. N. réside dans le fait que la S. D. N. ne dispose d'aucune force pour mettre en exécution ses décisions.

L'opposition entre le règne de la force et celui de la loi est une opposition

factice et artificielle. En réalité, la loi s'appuie, dans une société divisée en classes, sur la force. Vouloir construire « un ordre international » sur les vœux pieux, les sermons et les discours, c'est se livrer à une occupation vaine et stérile. L'expérience des 17 ans de la S. D. N. est sous ce rapport concluante.

LE ROLE RÉEL DE LA " S. D. N. "

Est-ce que cela signifie que chaque collaboration, chaque association des Etats capitalistes est impossible ? Non. Seulement cette collaboration ne peut se réaliser que dans la mesure où les intérêts des alliés coïncident, dans la mesure où leurs intérêts particuliers leur commandent cette action commune. Ainsi la *seule réalité* dans le monde impérialiste, ce sont les alliances des Etats, alliances plus ou moins stables, plus ou moins solides, toujours dirigées contre une autre puissance ou un autre groupe de puissances. La Société des Nations a pu jouer, dans la première période d'après-guerre, un certain rôle dans la mesure où elle s'appuyait sur la collaboration de la France et de l'Angleterre ayant toutes les deux intérêt au maintien du statut créé par le traité de Versailles, contre l'Allemagne et contre l'U. R. S. S. Loin de substituer au système d'alliances militaires d'avant-guerre un nouveau système basé sur la collaboration universelle des peuples, la S.D.N. ne pouvait et ne peut que servir de couverture aux combinaisons et aux alliances de certains Etats dirigées contre leurs adversaires.

Cela signifie que si les intérêts vitaux des impérialistes, comme c'était le cas lors de la guerre italo-abyssine, n'entrent pas en jeu, l'agresseur impérialiste peut être sûr que des moyens extrêmes ne seront pas employés contre lui. Or, comme Blum l'a constaté le 27 décembre, *si cet agresseur-là sait que, en toute hypothèse et quoi qu'il arrive, le recours à la force collective doit être considéré comme exclu, il sera tenté d'user de sa force.* Il résume cette idée dans son discours de Genève : *il faut accepter l'éventualité de la guerre pour sauver la paix.*

Un échange de vues instructif entre Millerand et Léon Blum au Sénat le 25 juin fait paraître clairement le rôle réel de la S. D. N.

Millerand, en constatant l'échec des sanctions, en définit justement la cause :

C'est qu'il n'est pas un peuple au monde qui consentirait à faire la guerre... à moins que ses intérêts vitaux ne soient en jeu, son indépendance compromise et ses frontières menacées (pour Millerand, comme pour Léon Blum, il s'agit des intérêts vitaux, « de l'indépendance » de la bourgeoisie impérialiste. — P. L.)

De cette situation Millerand tire la conclusion qu'il faut revenir au système de pactes, *qu'on appelait autrefois des alliances*, et renoncer au rêve d'une S. D. N., *archange de la paix montant la garde l'épée à la main devant les portes du temple de Janus.*

Dans sa réponse Léon Blum refuse à prononcer l'oraison funèbre du système de sécurité collective et à jeter sur elle la dernière pelletée de terre. Pourquoi ?

Car... *nous espérons que ces grandes forces morales qu'il est facile de railler aujourd'hui, mais dont on parlait il y a 22 ans avec un peu moins de mépris... elles aussi sont un des éléments de notre force, un des éléments de notre sécurité nationale.*

On ne peut être plus clair. L'amour de la paix indivisible, la sécurité collective, l'attachement à la S. D. N., sont autant de slogans qui doivent servir à la mobilisation des consciences pour une guerre de défense de l'impérialisme français. Léon Blum a retenu mieux que Millerand la leçon de la guerre mondiale ; il n'oublie pas le rôle immense qu'ont joué, dans la propagande des alliés, les thèmes sur la guerre de justice, de civilisation, de libération des peuples, etc.

En reléguant ainsi la S. D. N. au rôle de couverture idéologique pour

la politique inspirée *exclusivement* par les intérêts de l'impérialisme français, Léon Blum reste fidèle à la tradition de la politique française d'après-guerre, à la doctrine commune de Poincaré, de Tardieu, de Briand, de Laval.

Il renonce en fait à l'idée ambitieuse d'établir l'ordre international et un système de relations internationales qui empêcherait la guerre. Il adopte résolument la voie qui a amené l'Europe à la guerre mondiale : la poursuite d'un système des alliances.

LE MOT D'ORDRE DU DÉSARMEMENT

Quelle politique la classe ouvrière doit-elle opposer à la politique extérieure des capitalistes qui préparent une nouvelle conflagration mondiale ? Le prolétariat peut-il, par son action, éviter à l'humanité la guerre et mettre un terme *à la grande insomnie du monde* dont parle Blum après Victor Hugo ?

Les pacifistes et certains socialistes de gauche croient pouvoir résoudre le problème en proclamant leur hostilité foncière à toute guerre, leur attachement indéfectible à la paix.

Pour nous — écrit Marceau Pivert dans *le Populaire* du 3 juillet — *la guerre reste la suprême lâcheté et la honte suprême... il appartient aux masses populaires de crier au monde : « tant que nous serons là il n'y aura pas de guerre ».*

C'est très beau, mais les cris les plus éloquents — l'expérience nous le montre — ne suffisent pas pour arrêter la guerre, car *la guerre n'est pas un accident, elle n'est pas un péché, elle est une forme aussi naturelle de la vie capitaliste que la paix.* (Lénine, « Contre le Courant ».)

La classe ouvrière ne peut, sous peine de renoncer à la révolution, proclamer qu'elle ne fera jamais la guerre. Si demain le prolétariat français réussissait à prendre le pouvoir, non seulement il devrait assurer la défense de la révolution contre toute tentative contre-révolutionnaire de l'intérieur ou de l'extérieur, mais, aussi, venir en aide même par la guerre révolutionnaire au prolétariat international et aux peuples coloniaux.

La conséquence de l'attitude pacifiste est la mise au centre du mot d'ordre du désarmement, revendication fondamentale du Parti socialiste avant l'arrivée de Léon Blum au pouvoir. Le 27 décembre 1935 Blum expliquait encore que *le désarmement est et reste un des éléments indissolubles de toute organisation pacifique internationale.* Or, la déclaration gouvernementale et le discours de Blum à Genève enterrent solennellement le désarmement, sous un flot de phrases pacifistes :

Aucun Etat — a déclaré Blum — *ne consentirait à désarmer si l'assistance mutuelle ne présentait pas un caractère de certitude.*

Aussi longtemps que la paix organisée ne sera pas réalisée — a déclaré Delbos au Sénat le 25 juin — *nous maintiendrons nos armements défensifs au niveau de notre sécurité nationale et de nos obligations internationales.*

Dans l'état actuel de la crise de la S. D. N. et du système de la sécurité collective cela signifie que le gouvernement Blum renonce à tout effort de désarmement.

Les derniers mohicans du désarmement n'osent plus proposer le désarmement unilatéral de la France dans le monde surarmé. Marceau Pivert et Félicien Challaye, président de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix, préconisent le retour immédiat au service d'un an et la réduction des crédits militaires (jusqu'au niveau de 1933).

Marceau Pivert préconise ces mesures *à titre d'initiative symbolique.* Challaye, lui, se demande *si le retour à un service militaire réduit en France ne serait pas un merveilleux exemple, arrêtant net dans le monde la course aux armements et décidant tous les peuples à préparer un régime de paix désarmée.* (*Barrage* du 25 juin.) Autant croire dans un miracle !

Imaginons-nous que le gouvernement Blum s'engage dans cette voie, qu'il lance en plus, comme le proposent Marceau Pivert (*Le Populaire* du 3 juillet) et Bergery (*La Flèche* du 11 juillet ; Discours à la Chambre le 31 juillet) une déclaration solennelle de paix à tous les peuples, « déclaration simple, inconditionnée et spectaculaire ». On peut facilement prévoir ses suites : elle sera accueillie plus ou moins favorablement, mais elle n'arrêtera pas pour un seul instant la course aux armements, qui découle, comme nous l'avons vu, de toute la situation internationale.

Et alors, après cet acte symbolique, les pacifistes et Marceau Pivert ne pourront que rejoindre Blum et Delbos dont « la bonne volonté » sera ainsi démontrée. Dans certaines circonstances, des actes symboliques de ce genre (actes n'affaiblissant pas la puissance militaire de ce pays) sont concevables pour duper ceux qui jugent la politique d'un Etat d'après les actes *symboliques* et non pas d'après *l'ensemble* de ses actes et de ses attitudes *réelles.*

Le désarmement qui rendrait impossible la guerre, ne peut être conçu que comme un désarmement général, total, simultané et contrôlé, fait *contre* les capitalistes de tous les pays pour que la classe ouvrière ait intérêt à s'engager dans cette voie, il faudrait qu'elle soit au pouvoir au moins dans les principaux pays. Le désarmement ne sera donc réalisé que dans la société socialiste, au moment où la résistance des exploiteurs sera complètement brisée.

Dans la société capitaliste, le désarmement ne peut qu'être imposé par la force à un Etat vaincu, comme c'était le cas avec l'Allemagne en 1919 En face de l'adversaire désarmé, les vainqueurs peuvent arrêter temporairement la course aux armements. Mais dès que le vaincu se relève, la course infernale recommence de plus belle.

Pendant la guerre, Lénine a défini d'une façon claire et précise l'attitude du prolétariat envers la revendication du désarmement :

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est un des faits les plus remarquables, les plus graves, les plus significatifs qui caractérisent la société capitaliste moderne.

Et, en présence de ces faits, on vient de proposer à des social-démocrates révolutionnaires de formuler une « revendication » de « désarmement ». Cela équivaudrait à renoncer une fois pour toutes à l'idée de la lutte de classe, à l'idée de la révolution. Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, pour qu'il puisse exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire. (Contre le Courant, », tome second.)

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU PROLÉTARIAT

Si la S. D. N. a fait faillite, si nous revenons à la situation d'avant 1914 — c'est-à-dire aux alliances militaires —, cela ne veut pas dire que la collaboration internationale des peuples est impossible. Cela veut dire seulement qu'elle ne peut exister d'une manière durable tant que subsistera la domination capitaliste, qui est une entrave à l'union des peuples.

L'internationalisme, contrairement aux affirmations du nouveau Messie du nationalisme français, Doriot, n'est pas une construction d'esprit, ni une invention de Moscou. C'est une réalité qui découle du caractère de l'économie contemporaine dont les parties sont de plus en plus étroitement liées.

La révolution socialiste doit s'organiser dans le cadre national, mais elle ne peut vaincre définitivement qu'en tant que révolution internationale, c'est l'A. B. C. du marxisme. Cela signifie que les ouvriers n'ont pas le droit de considérer leur révolution comme quelque chose d'isolé, mais qu'ils doivent — sous peine d'une défaite — l'envisager comme une *partie intégrante* de la révolution internationale. Par sa politique *intérieure* le prolétariat prépare les conditions de la révolution ; par sa politique extérieure il doit poursuivre les mêmes buts. La classe ouvrière doit avoir *son programme* de politique extérieure.

La politique extérieure est indissolublement liée à la politique intérieure, la classe ouvrière doit rejeter tous les sophismes sur l'indépendance de ces deux politiques. Pour le défenseur des intérêts de la bourgeoisie nationale, peu importe le régime intérieur de l'allié, le caractère de la politique étrangère de son gouvernement, pourvu que cette alliance rapporte des profits à son pays. Au contraire, l'internationalisme prolétarien met au-dessus de tous les intérêts internationaux de la révolution, tout le reste doit lui être subordonné.

La classe ouvrière ne peut opposer sa force organisée aux plans guerriers des impérialistes que dans la mesure où elle dispose des libertés et des institutions par le moyen desquelles elle peut agir. Si la classe ouvrière rejette la S. D. N., les cours d'arbitrage internationales, etc., ce n'est à cause de son hostilité envers l'organisation démocratique internationale, mais parce que la S. D. N. n'est qu'un pseudo-parlement, une fiction impuissante qui dissimule la nudité hideuse du monde impérialiste.

Or, toute tentative de maintenir ou de reconstituer un bloc des Etats fascistes, des Etats esclavagistes, des Etats militaristes ne peut aboutir qu'aux alliances en vue de nouvelles guerres impérialistes et contre-révolutionnaires.

Le prolétariat seul est capable de réaliser une organisation démocratique internationale s'appuyant, non sur une gendarmerie internationale, mais sur les forces conjuguées des ouvriers de tous les pays. C'est seulement dans une organisation de ce genre que pourra s'établir la véritable collaboration des peuples basée sur les intérêts communs et non sur l'oppression et la domination.

De même que sur le plan de la politique intérieure la classe ouvrière dans sa voie vers la révolution arrache des revendications démocratiques qui constituent son meilleur terrain de lutte, de même sur le plan de la politique extérieure elle doit par son action indépendante dans chaque pays, arracher des mesures de démocratisation *réelle* de la politique extérieure et militaire de sa propre bourgeoisie. De telles mesures fournissent le terrain le plus favorable pour développer l'action concertée des prolétariats contre le danger de guerre.

Cela signifie que le prolétariat doit diriger ses efforts dans trois directions : la suppression de la diplomatie secrète, la publicité complète de la politique extérieure; la suppression de l'armée permanente et l'armement général du peuple; l'évacuation par les troupes métropolitaines de toutes les colonies, la réalisation du droit de libre disposition pour les peuples opprimés par notre impérialisme.

Ces trois points sont étroitement liés l'un à l'autre. La suppression de la diplomatie secrète — inscrite d'ailleurs dans le programme du Front populaire — peut seule permettre aux travailleurs de contrôler la politique extérieure et de l'influencer effectivement par leur pression. La suppression de l'armée permanente, remplacée par des milices, c'est-à-dire par l'armement général de tous les citoyens, par la possibilité accordée à tous d'apprendre, dans des organisations libres, le maniement des armes, crée un instrument efficace de lutte contre les tentatives de l'étranger d'arracher au peuple ses libertés, détruit l'instrument essentiel de la politique impérialiste et brise la domination de la caste militariste. Enfin, la libération des colonies découle de la suppression de l'armée permanente, car les colonies sont maintenues sous le joug de la métropole par la force des armes.

Le droit de libre disposition accordé aux colonies ne signifie pas nécessairement leur séparation d'avec la France. Il signifie seulement que le peuple français laisse à ces peuples la liberté complète de décider s'ils veulent rester liés à la France ou non.

Dans les colonies les ouvriers indigènes conscients, partisans de la collaboration la plus étroite entre les peuples, se prononceront, sans doute, pour le maintien du lien entre les anciennes colonies françaises et la France. Ainsi pourrait être réalisée une république fédérale comprenant, à côté de la France, certaines de ses anciennes colonies — peut-être toutes — sur le pied d'égalité complète qui seule peut assurer une collaboration fructueuse et fraternelle.

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES DÉMOCRATIQUES ET SOVIÉTIQUES

L'empire français ainsi transformé par l'action révolutionnaire du prolétariat en une république vraiment démocratique pourrait devenir un centre d'attraction pour d'autres pays. Une fédération des Etats, basée sur la plus large autonomie allant jusqu'au droit de séparation, loin de heurter le sentiment national, présenterait, au contraire, la seule base où le droit de libre disposition pourrait réellement s'exercer. Dans un monde surarmé, dominé par les puissances de proie, le droit de libre disposition est le plus souvent une fiction. Pour les petits peuples il n'y a pas d'autre issue que de s'enrôler sous la bannière d'un des groupes impérialistes en présence et de devenir ainsi en fait sa semi-colonie. Dès avant la guerre, les partis ouvriers des Balkans luttaient pour la fédération des peuples balkaniques comme seule forme étatique pouvant réaliser la liberté nationale des peuples balkaniques. La libération nationale des peuples de l'ancienne Russie tsariste a eu lieu sous la forme d'une république fédérale, l'U. R. S. S.

La réalisation de cette véritable société des peuples libres n'est naturellement pas possible sans le renversement des régimes d'oppression fasciste qui couvrent la moitié de l'Europe, sans la transformation profonde des régimes de la démocratie bourgeoise par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Les luttes nationales des ouvriers de chaque pays s'intègrent ainsi dans la lutte commune du prolétariat international contre tous les régimes fascistes, contre tous les régimes impérialistes, contre le militarisme et le colonialisme, pour l'union des républiques démocratiques et soviétiques, sans diplomatie secrète, sans armées permanentes, sans colonies, sans peuples opprimés.

On ne peut objecter à ce mot d'ordre qu'il masque ou affaiblit celui de la révolution socialiste. *Les transformations politiques dirigées dans un sens véritablement démocratique... ne peuvent jamais, dans aucun cas, masquer ou affaiblir le mot d'ordre de la révolution socialiste. Au contraire, elles contribuent toujours à rapprocher celle-ci, à lui faire une base plus large; elles entraînent dans la lutte socialiste de nouvelles couches de la petite-bourgeoisie et des masses semi-prolétariennes. D'autre part, les révolutions politiques sont inévitables sur le chemin de la révolution socialiste, qu'il ne faut pas considérer comme un seul acte, mais comme une époque entière de tumultueux ébranlements politiques et économiques d'extrême acuité de la lutte de classes, de guerre civile, de révolutions et de contre-révolutions.* (Lénine. Sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe. *Contre le courant*. Tome I, p. 137.)

C'est de ce point de vue que le prolétariat doit apprécier la politique du gouvernement du Front populaire. Quand le Parti Communiste parle de démocratisation de l'armée, il entend en réalité une pseudo-démocratisation — renvoi de quelques officiers supérieurs, renouvellement du contingent d'élèves officiers, etc. — A cette caricature, il faut opposer la véritable démocratisation : l'élection des officiers par le peuple, la participation des soldats à la vie politique, etc., mesures qui mènent à l'abolition de l'appareil militaire de la bourgeoisie et à l'armement général du peuple. Les ouvriers doivent se prononcer pour le retour immédiat au service d'un an, pour la réduction des crédits militaires, non pas en tant qu'étapes menant vers un désarmement illusoire et utopique. Mais en tant que mesures dirigées contre l'armée *bourgeoise*, contre le militarisme *bourgeois*, préparant l'armée de milices.

A la politique des alliances pour le maintien du *statu quo*, les ouvriers doivent opposer non pas les tentatives de faire rentrer l'Allemagne dans

la S. D. N. et l'adoption d'une procédure de revision des traités mais. la dénonciation immédiate du traité de Versailles, donc de toutes les alliances actuelles de la France — le prolétariat n'a aucun intérêt dans leur maintien — il a seulement intérêt à la collaboration avec les autres pays ayant répudié la politique impérialiste et militariste, non pour maintenir le *statu quo*, mais pour amorcer une nouvelle organisation démocratique internationale.

Si le prolétariat réussissait, par son action, à l'imposer ne serait-ce qu'entre quelques Etats, l'influence de cette transformation révolutionnaire serait d'une puissance inouïe sur les peuples soumis au joug fasciste.

CONTRE L'OPPRESSION FASCISTE ET COLONIALISTE

Cette politique exclut toute complaisance envers les régimes fascistes et militaristes. Le prolétariat français ne peut avoir aucune solidarité avec les régimes qui ont mis en esclavage ses frères étrangers. Les avances faites par le gouvernement de Front populaire à l'Allemagne, à l'Italie, à la Pologne, le maintient de l'alliance avec la Roumanie et la Yougoslavie, le vote des crédits pour la participation des athlètes français à l'Olympiade de Berlin, tous ces actes dirigés contre la solidarité internationale des travailleurs doivent être combattus par les révolutionnaires prolétariens. Il ne s'agit pas de préconiser la guerre contre Hitler pour libérer Thaelmann ou la guerre contre la Roumanie pour libérer Anna Pauker, mais entre cette politique et celle de solidarité avec les bourreaux il y a la place pour une politique qui consiste à refuser toute collaboration avec ces régimes, autre que les contacts imposés par les nécessités. Les délégués ouvriers savent bien entretenir des relations officielles avec les patrons, sans que celles-ci aient le moindre caractère de collaboration amicale et effacent les contradictions de classe entre eux.

Nous ne pouvons d'aucune façon accepter la position de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix et de Marceau Pivert (intervenant pour le Bureau Politique de la Gauche Révolutionnaire) qui, dans un manifeste du 14 mars, se prononcent pour que *la S. D. N. devienne une fraternelle union des peuples également libres, où l'Allemagne pourra prendre sa place à côté de la France et de l'U. R. S. S.*

L'Allemagne n'est pas un peuple libre, même dans le sens de la démocratie bourgeoise; il ne s'agit pas seulement de son régime dictatorial, car les peuples à régime dictatorial, comme l'Abyssinie du Négus ou la Turquie, peuvent ne pas être des pays impérialistes, mais bien être, malgré leur régime intérieur, des pays progressifs. Dans le cas de l'Allemagne, de l'Italie, il s'agit de puissances impérialistes avec le prolétariat formé, de pays mûrs pour le socialisme, où le régime fasciste signifie la suppression de toutes les restrictions — si faibles soient-elles — à la politique de guerre, la suppression de toutes les possibilités pour le prolétariat de contrecarrer la politique impérialiste.

Quant à l'U. R. S. S. quelles que soient nos opinions sur l'évolution de son régime intérieur, elle reste, face aux puissances de proie impérialistes, le pays de la grande révolution russe. La défense de l'U. R. S. S. contre toute agression impérialiste est une des tâches centrales du prolétariat international.

L'attitude envers la révolution espagnole montre d'une façon éclatante la différence fondamentale entre la politique extérieure du prolétariat et celle de la bourgeoisie.

En 1914 la bourgeoisie française a fait la guerre sous le drapeau de la défense de la démocratie contre les monarchies, de la défense du droit contre la tyrannie. Les internationalistes prolétariens ont dénoncé, à juste titre, cette propagande mensongère qui revêtait une guerre de brigandage d'un décor de guerre démocratique.

Aujourd'hui en Espagne il s'agit d'une véritable guerre pour la démocratie, comme hier il s'agissait en Abyssinie d'une véritable guerre nationale contre l'oppression étrangère.

Or hier comme aujourd'hui les démocraties bourgeoises de l'Europe étalent leur veulerie suprême, leur incapacité de défendre efficacement les libertés démocratiques. La seule guerre que la bourgeoisie reconnaît, c'est la guerre pour la défense de ses privilèges de classe, de ses intérêts impérialistes sordides. Léon Blum, d'après son discours de Genève, est prêt à déclencher la guerre si un poteau-frontière était déplacé à la frontière yougoslave, roumaine ou à celle d'un autre allié fasciste ou semi-fasciste de la France. Mais, la lutte du prolétariat espagnol pour ses libertés, pour la cause de la démocratie dans toute l'Europe ne vaut même pas l'envoi d'un seul avion.

Notre politique — a déclaré Delbos à la Chambre le 31 juillet — *tend de toutes ses forces à empêcher cette division apparente ou réelle de l'Europe en blocs opposés, même, sinon surtout, pour des raisons idéologiques... Nous ne voulons pas voir renaître les guerres de religion sous la forme de croisades, que ce soit pour ou contre la démocratie, pour ou contre le fascisme, pour ou contre le communisme.*

Cette politique a été approuvée par toute la Chambre, depuis Paul Reynaud qui ne veut pas *qu'on oppose les démocraties aux dictatures*, jusqu'à Paul Vaillant-Couturier qui se proclame *résolument opposé à la politique des blocs, bloc démocratique contre bloc fasciste en Europe.*

Pour la bourgeoisie et les dirigeants du Front Populaire seule la guerre pour défendre la sécurité de la France, c'est-à-dire l'intégrité de ses frontières, de ses conquêtes et de celles de ses alliés, est une guerre juste. Tout le reste, c'est « de l'idéologie », donc des motifs fallacieux. L'aveu est à retenir. Ainsi toutes les phrases grandiloquentes sur le droit, la justice, la liberté nationale, le règne de la liberté, ne sont que des formules mensongères auxquelles on n'attribue aucune valeur et dont on ne se sert que pour tromper les masses populaires.

La classe ouvrière se place sur un terrain foncièrement opposé. La guerre pour la sécurité de la France, pour les intérêts des classes dominantes, c'est une guerre impérialiste, qui ne correspond pas dans la moindre mesure à leurs intérêts. Par contre, là où il s'agit de défendre les libertés ouvrières conquises de haute lutte *contre* les exploiteurs, là où il s'agit de défendre l'existence nationale des peuples opprimés, là où il s'agit de défendre les conquêtes de la révolution, les véritables intérêts du prolétariat sont en jeu et le prolétariat doit les défendre par la seule manière qu'il peut employer : *le développement de son action de classe indépendante.* La classe ouvrière ne doit pas reconnaître les traités de rapine et de brigandage qui lient les puissances impérialistes, mais le traité non écrit qui associe les travailleurs de tous les pays dans leur lutte commune contre la domination du capital, contre le fascisme, contre le militarisme, contre le colonialisme, doit être pour elle le traité sacré et intangible.

Quel que soit le coin du monde où les travailleurs, les opprimés livrent la bataille contre la réaction fasciste, militariste, capitaliste, les ouvriers doivent prendre parti, nettement et sans réserve, pour leurs frères de lutte. Le moyen à employer pour aider les ouvriers et les révolutionnaires des autres pays différeront selon les possibilités, les circonstances, le rapport de forces, mais les devoirs de l'internationalisme prolétarien doivent primer toute autre considération. Au principe nationaliste : *charbonnier est maître chez soi*, à la *véritable politique française* dont rêve Duclos (*l'Humanité* du 12 août), nous opposons la politique internationaliste de collaboration fraternelle des masses populaires de tous les pays en lutte pour la libération de l'humanité des chaînes du fascisme, du militarisme, de l'oppression nationale, autant de fruits empoisonnés du régime capitaliste. Seul le renversement du capitalisme par l'Internationale des travailleurs assurera la paix du monde.

PIERRE LENOIR.

LA VIE DU PARTI

A MES CAMARADES DU PARTI COMMUNISTE !

CAMARADES !

Lorsqu'un militant est exclu du parti dans lequel il a travaillé pendant de longues années, c'est que ce militant a changé d'opinions ou bien c'est que ce parti s'est transformé de la façon la plus totale, à tel point qu'il ne peut plus tolérer dans ses rangs ceux qui continuent à se placer sur sa primitive base de principes.

Or, je continue plus que jamais à considérer comme absolument justes les principes fondamentaux du communisme. Et j'affirme que le Parti Communiste actuel a abandonné son programme primitif et les principes fondamentaux du marxisme.

L'attitude actuelle du parti ne s'explique point, comme les dirigeants du parti veulent le faire croire aux travailleurs révolutionnaires, par un simple changement de tactique opéré afin de poursuivre les anciens buts dans des conditions meilleures.

L'analyse de la politique réelle du Parti Communiste actuel et de ses conséquences inéluctables, suffit à le prouver. On ne peut être en même temps le Parti de classe du prolétariat et le parti de l'Union de la Nation française; on ne peut être à la fois le Parti Communiste et le Parti du Front Français. En outre, personnellement, mon appartenance pendant des années aux organes de direction du P. C. F. et de l'Internationale Communiste, m'a finalement et complètement confirmé dans cette opinion : le Parti Communiste actuel a cessé d'être le parti révolutionnaire de la classe ouvrière pour devenir un parti nationaliste et réformiste.

***

Déjà, chez nombre d'entre vous, camarades, l'inquiétude grandit. Mais beaucoup ne peuvent pas encore se représenter à quel point le Parti, ce parti auquel vous avez tant donné, a en vérité cessé d'être *votre* Parti.

Aussi, angoissés, vous hésitez encore. Comme vous, j'ai longuement et douloureusement vécu cette crise de conscience. Mais maintenant je vous dis : n'hésitez plus davantage !

Contre la politique de reniement du communisme, contre la politique de nationalisme et d'abandon des intérêts de classe du prolétariat il faut réagir, il faut lutter !

Un membre du Parti Communiste peut se tromper; il peut pendant des mois et des années être abusé par les habiletés et les sophismes de la direction de son Parti et de son Internationale auxquels, par surcroît, il est attaché par une foule de liens intimes et forts; mais, lorsqu'il prend conscience de la transformation fondamentale du Parti auquel il avait adhéré parce qu'il le considérait comme un parti révolutionnaire, il ne doit plus hésiter quelles que puissent être pour lui personnellement, les conséquences de son acte. Il doit se rappeler cette phrase magnifique du conventionnel Saint-Just : *L'esprit a des erreurs; les erreurs de la conscience sont des crimes !*

***

Ayez le courage d'affronter le flot boueux des haines et des calomnies que votre geste de protestation suscitera inévitablement. N'essayez point

de ruser avec vous-même. N'essayez point de chercher des apaisements en vous laissant glisser vers une croyance mystique en une direction internationale « infaillible ». N'essayez point de vous suggestionner au bruit majestueux des foules qui suivent actuellement le Parti. Ne dites pas : « Actuellement il est encore trop tôt pour réagir, je serai brisé et annihilé d'avance, je suis isolé, il faut attendre d'être plus nombreux ».

Non. Les membres du Parti Communiste qui sont restés fidèles aux principes fondamentaux du marxisme, du communisme, sont plus nombreux qu'ils ne le pensent. J'en ai fait moi-même l'expérience. Lorsque j'ai édité en brochure mes interventions au Comité central du Parti Communiste, je croyais ne lancer qu'un grain qui tomberait inaperçu, pour le moment, et qui ne germerait que lentement pour ne porter des fruits que plus tard. J'avais sous-estimé le trouble, le besoin de comprendre, le besoin de chercher une issue qui existe chez des milliers de membres du Parti. Une preuve m'en a été apportée par la rapidité imprévue par moi avec laquelle mon petit stock de brochures s'est écoulé et par le nombre de lettres d'approbation que j'ai reçues de la part de membres du parti.

***

Il ne faut pas agir de façon individualiste, en se retirant écœuré, en démissionnant du Parti pour attendre à l'écart. Une telle attitude, c'est la dispersion et la défaite de tout ce qu'il y a de bon et de conscient dans le Parti Communiste. Au contraire : la première chose à faire, c'est que tous les communistes qui sont contre la politique de collaboration de classe et d'union sacrée et pour une politique d'action révolutionnaire du prolétariat se recherchent et se groupent.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions. Cette tâche si simple en apparence n'est pas facile.

Ce travail sera long et difficile, surtout parce que l'un des aspects les plus néfastes de la dégénérescence et de la faillite des partis communistes officiels en tant que partis révolutionnaires de la classe ouvrière, fut une stérilisation idéologique massive de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat que l'on a déshabituée de penser par elle-même, d'élaborer sa propre politique, de se développer sur le front théorique. L'effrayante faiblesse théorique de l'énorme majorité des militants du parti communiste — et des plus haut placés — leur absence de capacité d'analyse personnelle et de sens critique — à la fois cause et conséquence de leur abdication volontaire aux ordres d'une direction omnipotente — est un fait que l'on peut vérifier quotidiennement.

Mais sous le prétexte que la tâche n'est pas facile il ne faut pas attendre une conjonction exceptionnelle et quasi miraculeuse de circonstances qui, d'un seul coup, rendrait cette tâche aisée. Il ne faut pas attendre je ne sais quel événement qui brusquement ferait tomber le bandeau des yeux d'une masse imposante de membres du parti qui, ensemble et d'un seul coup, se mettraient en marche. Il ne faut pas se faire d'illusion dans l'apparition de dirigeants qui déclencheraient un départ massif auquel vous n'auriez plus qu'à vous joindre pour être sûr de marcher à la victoire. « Il n'est pas de sauveur suprême ! » N'attendez pas que d'autres agissent. C'est vous-même qui devez agir ! Il faut que l'avant-garde du prolétariat se forge elle-même, par sa propre expérience. Il est grand temps que vous, les militants, même les plus obscurs, qui avez conscience de la nécessité et de la grandeur de cette tâche, vous vous mettiez à l'œuvre et que d'abord vous vous groupiez. Sachez que votre responsabilité est énorme ! Ne dites pas : je ne suis qu'une unité impuissante et par conséquent sans responsabilité. Ce n'est pas vrai. Chacun de vous, pris isolément est responsables de la transformation du Parti Communiste en un parti Nationaliste Réformiste. Si vous ne réagissez pas actuellement comprenez que plus tard d'autres auront le droit de vous en demander compte.

***

Si mon expérience personnelle peut avoir une valeur générale, elle montrera au moins ceci : sous peine de sanctions sévères, il est impossible à un communiste de défendre ouvertement et de façon conséquente, dans le Parti Communiste actuel, des principes aussi élémentaires que celui de la lutte de classe. Le régime intérieur du parti, caractérisé par l'abandon de tout centralisme démocratique, empêche toute réforme légale du parti, tout redressement, dans les cadres de son régime intérieur, de la politique imposée par une direction qui échappe à tout contrôle de la base. Il est impossible, sous peine d'encourir l'exclusion, de combattre jusqu'au bout, dans les cadres mêmes de son propre parti, contre la politique de collaboration de classe et d'union sacrée. Car c'est de cela qu'il s'agit, et l'on ne trouvera rien d'autre dans les discours et les écrits pour lesquels j'ai été frappé (1).

A mon avis, les communistes conscients ne doivent pas démissionner. Ils doivent rester dans le parti communiste actuel, mais pas pour y être passifs sous le prétexte que tout travail révolutionnaire mène inévitablement à l'exclusion. Ils doivent travailler à convaincre leurs camarades, ils doivent organiser la lutte et la mener sans craindre l'exclusion. Le fait que l'on ne doive pas avoir d'illusion sur un redressement légal dans les cadres actuels du Parti Communiste, ne saurait en aucun cas être un argument pour refuser de travailler *en communiste révolutionnaire* dans un parti qui compte plus de deux cent mille membres, dont la grosse majorité sont des ouvriers.

Dans toutes les organisations ouvrières, et notamment dans le Parti Communiste, des groupes de camarades, résolus à mener la lutte contre la collaboration de classe, contre l'union sacrée, pour l'action révolutionnaire du prolétariat, doivent se constituer et se constituent déjà. Mais ils doivent être capables de mener aussi une action extérieure indépendante. Ils doivent avoir un centre idéologique, politique et d'organisation commun pour pouvoir coordonner leurs efforts et pour pouvoir agir aussi parallèlement à *l'intérieur et à l'extérieur du Parti Communiste*, en accord intime avec les militants communistes déjà exclus pour leur action révolutionnaire prolétarienne.

Sans un tel centre où se trouveront les militants communistes encore membres ou déjà exclus, il serait presque impossible de mener à bien la tâche de regroupement de l'avant-garde.

Or, un tel centre apparaît avec la revue *Que Faire ?* dont tous les camarades avec lesquels j'ai pu m'entretenir ces derniers temps reconnaissent avec moi le sérieux, la haute tenue et le persévérant effort.

C'est pourquoi j'adhère à l'organisation communiste « Que Faire ? » et j'appelle tous mes camarades du Parti Communiste à entrer en liaison avec elle, à s'abonner à sa revue, à travailler à son développement, à former dans le Parti en marge des cellules régulières, des groupes d'amis de *Que Faire ?* qui existent aussi en dehors du Parti Communiste.

***

Il faut que l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat se constitue, car une avant-garde digne de ce nom n'existe actuellement qu'en germe. Elle ne peut se constituer que par une longue lutte économique, politique et théorique. Toute impatience « révolutionnaire », tous procédés artificiels de créer cette avant-garde, toute affirmation selon laquelle celle-ci serait déjà théoriquement, politiquement et organiquement constituée signifieraient prendre ses désirs pour des réalités et ne seraient que des simplifications schématiques qui mèneraient inévitablement à l'aventurisme, qui

(1) Voir ma brochure : *Lettre ouverte aux membres du Parti Communiste.*

discréditeraient l'idée même de la constitution de la véritable avant-garde prolétarienne marxiste unifiée qui n'est encore que dans l'avenir.

Pour que cet avenir soit proche, pour que les grandes batailles de classe qui mûrissent puissent se dérouler dans les meilleures conditions pour le prolétariat et pour tout le peuple travailleur:

Camarades,

Communistes, fidèles à l'enseignement de la lutte de classe, groupez-vous !

Communistes qui voulez éviter aux travailleurs la honte sanglante de l'union sacrée, groupez-vous ! Organisez-vous !

Pour ma part, à cette tâche, je me consacrerai de toutes mes forces.

ANDRÉ FERRAT.

Cet appel du camarade Ferrat est édité en tracts que l'on peut se procurer au siège de Que faire ? *au prix de* 6 *francs le cent.*

A propos de l'exclusion du Camarade FERRAT

LES MILITANTS DU PARTI COMMUNISTE PROTESTENT

Sous le couvert de « l'unanimité » obtenue par le régime de baillon en vigueur dans le Parti Communiste, les militants n'en pensent pas moins. Déjà nombre d'entre eux commencent à réagir ainsi que le montre la quantité des lettres reçues par le camarade Ferrat.

Nos lecteurs auront une idée de l'état d'esprit qui anime ces camarades en lisant ci-dessous des extraits de quelques-unes des lettres de ces militants presque tous encore membres du Parti, que le camarade Ferrat nous a transmis. Il va de soi que nous ne publions pas les noms et adresses de ces camarades afin de ne pas les exposer inutilement aux sanctions de la direction du Parti.

N. D. L. R.

« C'est avec joie que j'ai appris par *l'Huma* qu'enfin un de nos militants se dressait contre la politique actuelle du Parti, que comme toi je crois fausse; depuis longtemps j'aurais voulu t'écrire à ce sujet, mais je ne savais pas ton adresse...

« Il est deux points sur lesquels je suis *absolument* d'accord avec toi :

a) Je n'admets pas la politique de soutien *inconditionné* et *sans éclipse* que le parti apporte au gouvernement (ce qui fait qu'on votera les crédits militaires, qu'on ne désapprouve pas Salengro, etc.);

b) Je n'admets pas la politique de soi-disant « union de la nation française » avec tous ses mots d'ordre faux, avec ses articles étranges comme « notre Jeanne d'Arc », ou « les radicaux ont raison », *politique en définitive d'union sacrée* qui nous a conduits, à mon avis, à une position fausse vis-à-vis du *fascisme extérieur* d'abord, abandon de la seule politique révolutionnaire : « l'ennemi est chez nous » et, au contraire, propagande pour une armée forte, pour « la sécurité », discours chauvins, que certains taxent de provocation à l'hitlérisme, du *fascisme intérieur* ensuite (confiance au

parlementarisme pour dissoudre les ligues et faire appliquer les lois sociales votées sous la pression des masses), abandon de la lutte de classe aux champs, « union des paysans », « sauvetage de l'agriculture », etc...

« De plus, cette fausse position nationale nous a mené à une fausse position *internationale* (confiance à Genève, bloc des démocraties, etc.), et à une fausse *position coloniale* (abandon de la lutte des peuples esclaves contre leur impérialisme qui est le nôtre). »

F.

***

« Je suis effrayé par la nouvelle tactique du Parti : *Marseillaise*, drapeau tricolore, patriotisme et militarisme, me paraissent inconciliables avec une vraie position révolutionnaire. Mais on répond : tactique pour avoir les classes moyennes. Je pense que si tactique il y a, elle est dangereuse et va un peu loin, droit à l'union sacrée.

« La nouvelle ligne du Parti Communiste semble préférer la guerre à la révolution, pour le soutien de l'U. R. S. S. Estime-t-on que la guerre arrivera avant qu'on soit mûr pour la révolution et que Hitler attaquant il faille se battre dans le cadre du régime actuel et qu'il faut se garder de l'affaiblir ? Je ne sais, n'étant pas dans le secret des dieux, mais puisqu'un militant comme vous se trouve ne pas comprendre et en opposition, je ne puis qu'être à vos côtés.

« Pour mon compte, révolution tant qu'on voudra, mais pour l'union sacrée dans notre régime pourri, je ne marche pas.

« Ayant eu l'occasion de vous entendre un soir dans un meeting à Levallois (contre la répression de Peyrouton en Tunisie, de ce Peyrouton qui est toujours au Maroc), je tenais à vous montrer ma solidarité et à vous dire bravo pour avoir été le seul à faire preuve d'indépendance et de probité morale au C. C. du Parti Communiste. » J. M. (Basses-Alpes).

***

« Au sujet du désaccord qui existe entre ta tendance et la nouvelle orientation du P. C. F., ouvrier d'usine, je suis journellement en contact avec les camarades communistes, et je puis te certifier que beaucoup pensent comme toi. » H. L. (Somme).

***

« La première réponse est que, pour un communiste, un révolutionnaire convaincu, la position actuelle ne peut durer, car nous sommes beaucoup qui sommes venus au Parti en tant qu'antimilitaristes et ce serait faire bon marché de nos consciences, de nos heures de réflexion, que de croire que du jour au lendemain nous cesserions de penser. »

T. (Charente-Inférieure).

***

« ...A part quelques réserves d'ordre secondaire, j'avais confiance au Parti Communiste, mais depuis les déclarations de Staline et la volte-face du Parti depuis ces déclarations, je considère celui-ci comme le plus vulgaire des partis nationaux, et c'est avec un réel contentement que j'ai lu dans *l'Huma* qu'un homme s'était dressé contre cette trahison. »

L. F. (Nord).

***

« Beaucoup de camarades sont, comme moi, sidérés de la décision du Parti à ton égard, et comme on a oublié de leur donner les raisons de ton exclusion du Comité Central, je pense qu'il y aurait utilité à rendre service aux camarades en leur faisant lire ta brochure, car, vois-tu, Ferrat, j'ai été membre du Parti pendant 11 ans, soit comme secrétaire de cellule, de rayon ou de sous-rayon, et je constate que ceux qui ont à charge de diriger le Parti sont tous des communistes de la dernière heure, et pourtant, il reste ici de bons éléments qui sont en dehors de l'action parce qu'ils savent qu'ils n'ont plus leur place dans le Parti sans quoi c'est pour eux, comme pour toi, c'est-à-dire l'exclusion pure et simple. »

J. G. (Paris-Sud).

***

« ... Mandaté par mes camarades, je t'apporte notre soutien le plus large dans la lutte que nous devons entreprendre contre la grande trahison perpétrée à dessein contre le prolétariat.

« Nous nous sommes dressés contre les paroles de Staline, nous avons lutté contre la forme donnée aux comités de Front populaire, considérant, nous communistes, que notre alliance avec les radicaux donnait au capital une arme à deux tranchants pour lutter contre le travail, que cette formule, lutte antifasciste, ne correspond à rien à la lutte anticapitaliste que nous sommes en droit d'exiger du Parti Communiste.

« Pour ma part, j'ai condamné sans restrictions toute la politique nationale et chauvine de la direction (qui soi-disant était unanimement d'accord).

« J'ai lutté de toutes mes forces contre la grande trahison, l'union de la nation française. En communiste, je reste acquis à la lutte de classe, en chassant ce sectarisme du groupe Barbé-Celor qui nous dressait contre la base socialiste. Au sujet de la guerre, me fixant l'objectif de toujours, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Me rappelant de Karl Liebnecht, je lui reste fidèle. Nous devons poursuivre la lutte de classe, sur tous les terrains, faire la guerre civile et non la paix civile, utiliser la situation que créent toutes les guerres pour soulever les masses.

N'acceptant pas les motifs invoqués pour ton exclusion dans *l'Humanité* d'aujourd'hui, 2 août 1936; considérant que de tels procédés sont infâmes et que la responsabilité de la majorité du C. C. est un acte de division, et qu'en fait ces responsables viennent de signer le pacte définitif qui les lie à la bourgeoisie de notre pays, avec toi nous disons : Assez !

B. (Oise).

***

« Je suis d'accord sur l'ensemble de ta brochure que j'ai lue avidement.

« J'entends que certains points particuliers, points de détail, d'ailleurs particuliers à la R. P., échappent un peu à mon contrôle, vu le « sens unique » des informations quotidiennes : *l'Humanité*...

« Tu dois d'ailleurs le constater, l'ancien Parti Communiste est submergé par le nouveau Parti Communiste, les carnets par les cartes bleues, et ça n'est pas pour faciliter ta tâche à laquelle je voudrais, si tu y consens, participer.

« ...Je me rappelle, après les événements d'août 1935, des camarades qui exprimaient en conversation privée avec nous leurs inquiétudes, voire leurs désaccords, et qui, en réunion officielle, n'osaient piper mot. C'est l'illustration même du régime intérieur du Parti qui n'a rien de commun avec le centralisme démocratique. Qu'entends-tu par « ne pas rester isolé ? Et comment nous grouper dans notre situation ? Est-il possible de redresser la ligne actuelle du Parti ? Ou y a-t-il d'autres perspectives ? Autant de questions graves que nous nous posons et qu'il serait peut-être plus aisé de résoudre ensemble. »

P. V.

(A suivre.)

POURQUOI " L'HUMANITÉ " NE RÉPOND-ELLE PAS ?

La direction du Parti Communiste ayant fait paraître dans l'Humanité *du 2 août un communiqué demandant quelle était l'origine des ressources avec lesquelles le camarade Ferrat avait fait paraître sa brochure, notre camarade a aussitôt transmis à la direction du Parti et à la direction de* l'Humanité *la réponse ci-dessous.*

La direction du Parti refuse de publier cette réponse. *Elle montre ainsi que lorsqu'elle publia contre Ferrat ces insinuations son véritable mobile n'était pas d'éclairer le Parti mais bien de l'induire en erreur et de tenter de dresser contre un militant honnête et propre, les membres peu informés du Parti, par des moyens que nos lecteurs pourront juger.*

COPIE ADRESSÉE :

A ma Cellule. — Au Rayon du XX^e^. — Au Secrétariat du Parti.

Paris, le 3 août 1936.

Au Camarade Marcel CACHIN,
Directeur de *l'Humanité.*

Camarade,

Vous avez publié dans *l'Humanité* du dimanche 2 août un communiqué me concernant, intitulé « Exclusion de Ferrat ». Ce communiqué contient une série d'affirmations erronées et des insinuatons de nature à porter atteinte à mon honneur de militant révolutionnaire.

1° Je n'ai pas été convoqué en temps utile pour me rendre à une réunion extraordinaire de ma cellule, convoquée le jeudi 23 juillet à 20 h. 30. La convocation a été remise à mon domicile le même jour, dans la soirée, en mon absence. Le Secrétaire de la cellule savait cependant que j'étais absent de mon domicile parce que je travaille de nuit. Je n'ai reçu la convocation que dans la nuit, rentrant de mon travail, donc après avoir été exclu sans avoir été entendu. Je proteste contre cette exclusioa.

2° Vous imprimez que la cellule voulait me demander de cesser la campagne que, prétenduement, je mènerais contre le Front Populaire. Je ne mène pas campagne contre le Front Populaire. J'ai élevé ma protestation contre la politique de collaboration de classe et d'union sacrée menée par la direction du Parti Communiste.

3° Vous imprimez que la cellule voulait « demander des explications sur l'origine des ressources qui ont permis à Ferrat d'éditer une brochure... » laissant ainsi entendre que ces ressources seraient d'origine suspecte. Or, j'ai sous les yeux la résolution votée par ma cellule. Cette résolution ne contient absolument rien à ce sujet, contrairement à ce que vous affirmez. Néanmoins, je réponds à cette demande et à cette insinuation :

a) La brochure éditée par moi m'a coûté la somme de 2.600 francs. Il est facile de le vérifier à l'Imprimerie Nouvelle (Association Ouvrière), 53, quai de la Seine, Paris (19^e^);

b) Ces 2.600 francs proviennent de la Direction du Parti Communiste. En effet, la trésorerie du Parti m'a versé au mois de juin la somme de 4.450 francs d'arriéré d'indemnité de travail due au 15 juin, à ma compagne et à moi-même. Il est facile de le vérifier chez le camarade Haultecœur, trésorier du Parti Communiste.

Je vous demande, comme c'est mon droit, de publier cette réponse et rectification dans le plus prochain numéro de *l'Humanité.*

Salutations communistes.

A. FERRAT,
62, avenue Simon-Bolivar, Paris (19^e^).

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

La liste des lois votées est très respectable. Mais la qualité est loin de correspondre à la quantité. Et dans la mesure où s'éloignaient les derniers échos des grèves de juin, le moteur produisant les lois semblait de plus en plus grippé, l'obstruction du Sénat devenait de plus en plus énergique.

Si les grandes lois sociales ont été votées en 7 *jours*, en un tournemain, la loi sur l'office du blé, votée pour la première fois le 4 *juillet* par la Chambre n'a été adoptée définitivement qu'après 42 jours et six navettes, mutilée et déformée par le Sénat. Pour le reste, la cadence est la même. Les lois votées après le 16 juin n'ont pas (sauf celle sur le blé) une portée comparable à celle de trois grandes lois sociales; il s'agit, pour la plupart, de points de détail, d'expédients, de pseudo-réformes. Dans leur bulletin n° 10 les camarades de la *Gauche révolutionnaire* ont présenté un graphique qui montre, d'une façon imagée, comment le rythme des réformes se ralentit à mesure que les masses cessent d'agir.

L'OFFICE DU BLÉ

La loi sur l'office du ble procède de l'idée de « l'économie dirigée » qui s'impose de plus en plus dans tous les pays capitalistes. (Voir dans notre chronique les mesures votées dans ce sens par l'ancienne Chambre, n^os^ 16 et 17 de *Que Faire ?.*) Le député de droite Grat constate que le projet de Monnet ressemble de très près au projet analogue que prépare en ce moment Mussolini. (*Journal officiel* du 4 juillet, p. 1724.)

Il s'agit de supprimer « le commerce libre » du blé en interposant un organisme contrôlé par l'Etat — l'office du blé — entre le cultivateur et le meunier. Le choix n'est pas d'ailleurs entre le commerce libre et la réglementation par l'Etat, non elle l'est entre *deux formes* de domination du marché, comme le souligne justement le rapporteur, Maxence Roldes (S. F. I. O.) :

Entre l'office et, naturellement, sa réglementation, d'une part, et, d'autre part, la domination du marché, comme le rappelait notre collègue M. Serda, par des groupements de plus en plus puissants et de mieux en mieux organisés, vous avez le choix. Le nôtre est fait.

...Jusqu'ici, la souveraineté économique appartenait à des groupements de meuniers. Ceux-ci, déjà puissants individuellement, l'étaient plus encore par leurs groupements. Ils exerçaient une indiscutable emprise sur le monde des producteurs. Une autre influence, un peu occulte, mais fâcheusement opérante, appartenait à ceux qui agissent dans les milieux de la Bourse du commerce par les marchés à terme et surtout par les marchés fictifs. Voilà quels étaient, quels sont encore aujourd'hui, les maîtres du marché du blé.

Cette puissance, la création de l'office la déplace. (Journal officiel, *p.* 1742.)

Mais au profit de qui jouera cette nouvelle organisation ? La question qui est à peine touchée dans les discussions parlementaires, on comprendra qu'elle est essentielle.

Selon les statistiques, en 1935 sur 1.926.450 producteurs de blé, 1.761.392, produisant moins de 100 quintaux, ont récolté 42 millions de quintaux. Les 165.078 produisant plus de 100 quintaux en ont récolté 36 millions. (*Journal officiel* du 23 juillet, p. 754.)

En gros, 10 % de gros producteurs produisent 50 % de la récolte pendant que 90 % de petits produisent les autres 50 %.

Si l'on prend en considération que pour les petits producteurs la consommation familiale est beaucoup plus importante que pour les gros, on verra que les gros producteurs dominent de loin le marché du blé.

Les prix de revient sont-ils les mêmes ? Non, d'après le discours de Monnet :

...Le petit producteur, moins bien outillé que le gros, a certainement des prix de revient de 20 francs par quintal plus élevés que la grande culture. Si l'on faisait entrer dans la comptabilité d'un petit producteur la valeur de son travail et de celui de sa famille, on s'apercevrait que le petit producteur a des prix de revient considérablement plus élevés que le gros. (Journal officiel, *p.* 1768.)

Avec un prix fixe, assuré par la loi, les gros producteurs seront assurés de toucher, si les petits recevaient *juste* la rémunération de leur travail, *une redevance supplémentaire d'au moins* 720 millions de francs (36 millions de quintaux à 20 francs).

Ce n'est pas tout. Le député de droite Martel constate :

Ce seront peut-être les plus aisés qui bénéficieront de la protection, ceux qui possèdent des entrepôts suffisants pour loger les récoltes, stocker le blé, non seulement le leur mais celui de la coopérative qui n'aura pas de silos, et celui des autres agriculteurs. (Journal officiel, *p.* 1746.)

Ce système n'assure donc pas la *rémunération légitime* du travailleur de la terre, car dans ce cas, comme on l'a constaté au Sénat, il faudrait fixer le prix du blé par ferme ! (*Journal officiel* du 25 juillet, p. 832.)

Le sens de la loi est tout autre. Dans les cadres du régime capitaliste il est impossible d'assurer au travailleur *la rémunération légitime*; dans chaque branche de production dominent les gros producteurs, et la défense accordée à *cette branche* (par les lois douanières, par le monopole du marché sous le contrôle de l'Etat, par la réglementation de tout ordre) profite, en premier lieu, à ces gros producteurs. En fin de compte ce sont les consommateurs qui acquittent ce tribut supplémentaire, dont les petits producteurs ne reçoivent que des miettes.

Derrière les discussions sur le libéralisme et l'étatisme se déroule la lutte sordide entre les divers groupes d'exploiteurs dont chacun veut arracher la plus grande partie du gâteau, en se présentant toujours comme défenseur des petites gens.

Les discussions les plus vives ont eu lieu sur les articles 6 et 9 de la loi (articles 4 et 6 du projet primitif).

La base de l'office est constituée par le réseau des coopérations qui, d'après le projet gouvernemental, avaient *seules* le droit d'acquérir le blé. Mais, selon les calculs autorisés, pour pouvoir acquérir tout le blé disponible il faudrait 3.000 coopératives, il n'en existe actuellement que 600. Il était donc prévu que les coopératives pourraient confier au commerce local, la réception, location, stockage, conservation du blé, etc. Dans la mesure où les gros producteurs dominent la production du blé, ils domineront aussi les coopératives.

Elles auront tout naturellement recours aux hommes du métier leur apportant des garanties d'expérience professionnelle et de technicité indispensables a expliqué le rapporteur, Maxence Roldes.

Il a formulé l'espoir que ces éléments appelés du dehors, s'intégreront de plus en plus complètement dans l'ensemble de l'office du blé. (*Journal officiel* du 4 juillet, p. 1743.)

Au Sénat, une offensive violente sous la direction du sénateur radical Raynaldy, ancien garde des sceaux, inculpé dans l'affaire du banquier Salazan, a été menée contre l'élimination du commerce des grains, pour accorder à 20.000 négociants en grains les droits analogues à ceux des coopératives. L'importance de ce problème est soulignée par Renaud Jean :

Nous pensons que c'est maintenant que la question de l'office se joue. Si, comme la Chambre l'a voulu les commerçants sont subordonnés aux coopératives, l'office peut réussir. S'ils sont placés à égalité avec les coopératives, ou plutôt s'ils sont substitués aux coopératives — car c'est là que l'amendement Parmentier nous conduirait — l'office est condamné à l'échec. (Journal officiel du 31 juillet, p. 2271.)

Après des discussions qui ont occupé des séances entières, le Sénat a réussi à imposer son point de vue avec quelques restrictions, ce qui rend douteuse la réalisation sérieuse du monopole du commerce du blé. Les agents des négociants en grains ont eu le dessus !

L'article 9 définit le mécanisme de fixation du prix. Le Conseil central de l'office comprend 51 membres dont 29 représentants des producteurs du blé. Selon le projet primitif, si l'unanimité n'était pas réunie au Conseil, c'était le gouvernement qui devait fixer le prix du blé. Le Sénat a voulu laisser ce soin à la majorité absolue du Conseil, c'est-à-dire aux producteurs du blé.

Le gouvernement ne pouvait abandonner exclusivement aux gros producteurs le soin de fixer un prix protégé par l'Etat. Devant l'intransigeance du Sénat, il a annoncé qu'il retirerait le projet si le point de vue du Sénat prévalait. Dans la nuit du 13 août, le Sénat s'est enfin incliné, et l'article 9 de la loi prévoit que *les décisions concernant la fixation du prix du blé ne sont prises que si les quatre cinquièmes des membres du Conseil central sont présents. Elles ne sont exécutoires que si elles ont réuni les trois quarts des suffrages exprimés.* Au cas où ces conditions ne seraient pas réalisées, le gouvernement fixera le prix du blé.

En somme, l'office du blé a pour but de maintenir un prix élevé du blé (au moins de 80 francs *au-dessus* du prix mondial), afin d'assurer les bénéfices des gros producteurs, des hobereaux, des marchands d'engrais, etc., *au détriment* des consommateurs de pain.

La petite culture dont le *prix élevé de revient* découle des charges immenses qui pèsent sur elle et de son infériorité technique, ne peut plus maintenir son existence dans le régime de prétendue liberté, c'est l'enseignement essentiel qui découle des discussions sur l'office. L'office du blé exprime l'acceptation par la paysannerie de la réglementation sociale de la vie économique, c'est un fait de la plus haute importance. Le sénateur Patizel explique cet état d'esprit :

Le paysan tient essentiellement a sa liberté, mais par dessus tout, il veut vivre; il sait qu'il a été, qu'il est de plus en plus le jouet de la spéculation; il sait que la liberté de semer, de récolter n'importe quoi, n'importe où, c'est le chaos et le désordre, c'est la ruine; il sait qu'il est isolé en face d'un marché prétendu libre, mais dominé par l'entente des acheteurs née de la concentration industrielle, et que son prix de revient ne compte pas pour un iota dans la détermination des prix. (Journal officiel *du 22 juillet, p.* 726.)

C'est pourquoi le prolétariat devrait se prononcer pour l'office du blé. Mais l'office du blé, loin de *résoudre* le problème, ne fait que le *poser*. Sous le contrôle de l'appareil bureaucratique, avec la domination des capitalistes agraires dans la production du blé, avec le règne de l'oligarchie financière dans les banques et dans toute l'économie, avec le système fiscal actuel, l'office du blé ne peut amener à une amélioration sérieuse et durable de la situation des paysans travailleurs. D'autre part, la hausse du coût de la vie risque d'annuler les bienfaits éventuels de la revalorisation du blé.

Dans le cadre de toute une politique de nationalisation des monopoles de fait et de réglementation de la vie économique par l'Etat, sous le contrôle ouvrier, l'office du blé indique la voie vers la solution de la question paysanne.

Et l'office du blé doit être contrôlé par les petits producteurs organisés en coopératives et les ouvriers; ce contrôle doit s'étendre sur la production et non seulement sur l'écoulement du blé. Ce programme ne peut être réalisé que par la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie et son Etat.

La France s'oriente, sous les coups de la crise, vers « l'économie dirigée et contrôlée ». La question qui se pose est la suivante : qui va contrôler ? au profit de qui ? La bourgeoisie, c'est-à-dire les oligarchies financières, ou les travailleurs, avec en tête leur avant-garde — la classe ouvrière ?

LES LIVRES

J.E.U.N.E.S. où allez-vous ?

Vers la révolution. Vous avez constitué vos *Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Sociale* (J.E.U.N.E.S) et je crois volontiers que nombre d'entre vous souscrivent à ces lignes écrites par Jove et Jean Nocher, vos leaders, dans leur « *Révolutionnaires où allez-vous ?* » :

« *Nous, les jeunes, nous sommes là, disponibles, prêts à tout parce que nous n'avons plus rien à perdre, sûrs de savoir sacrifier joyeusement notre vie pourvu qu'en mourant nous ayons la certitude d'abolir toutes les puissances de mort.* »

Justement, « pourvu qu'en mourant »... Là est le grand problème. Or, je ne suis pas sûr, après avoir lu vos diverses publications, que tout votre bagage généreux de sincérité, de mécontentement, de non-conformisme, d'abnégation, d'aspiration vers un avenir meilleur soit mobilisé en vue de combats héroïques. N'est pas révolutionnaire qui veut. Encore faut-il choisir la voie qui mène vers la Révolution. Et je ne pense pas que vous ayez trouvé cette voie. Vous la trouverez, j'espère. Mais en attendant, voyons où vous en êtes.

Et tout d'abord ne croyez pas que c'est un pontife doctrinaire qui vous « raisonne ». J'ai ceci de commun avec vous qu'à mon avis aussi, « *les vieux partis ont fait faillite* ». Avec vous je réponds « non » à la question que pose l'article-programme de votre bulletin de janvier « J.E.U.N.E.S » :

« *La dialectique squelettique de M. Léon Blum, la bureaucratie de la S.F.I.O., les timidités (seulement ?) de la C. G. T., le stalinisme du Parti communiste peuvent-ils raisonnablement combler les aspirations du paysan, de l'intellectuel, du petit bourgeois, de l'ingénieur et même de l'ouvrier français ?* ».

Précisément cette carence des organisations existantes est à l'origine du désarroi idéologique dans les milieux révolutionnaires qui pensent et qui veulent que « ça change ». De là notamment cette éclosion de « plans et rataplans » dont vous vous moquez à juste titre. De là aussi... votre propre succès qui est aussi un des aspects du désarroi régnant, de la confusion générale.

***

Ce n'est pas parce que vous vous intitulez JEUNES que vous avez le droit d'ignorer certaines choses élémentaires, ou de découvrir des Amériques inutiles. N'assumez-vous pas, d'après votre programme, la lourde tâche de suppléer à la « sagesse » manquée des aînés ?

Pourquoi tenez-vous à toute force à chambarder l'histoire avec la « duboiniste » mystique de l'Abondance. Je ne discute pas vos calculs souvent contestables. Mais admettons que c'est vrai, que depuis 10 ou 15 ans le progrès technique a revêtu l'ampleur d'une révolution technique. Qu'en présence d'usines modernes qui marchent « toutes seules », comme dans le film de René Clair, l'humanité n'a plus qu'à se tourner les pouces.

Est-ce une raison de crier à l'avènement d'un Nouvel Age — celui de l'Abondance — qui commande fatalement une nouvelle organisation sociale ? Marx, Engels se trompaient-ils donc il y a 60 ans lorsqu'ils démontraient scientifiquement la condamnation du capitalisme qui déjà à l'époque avait développé les forces productives au point qu'elles se heurtaient à l'enveloppe sociale de l'ordre bourgeois. Lénine anticipait-il donc sur le développement économique, lorsqu'en 1917 il dirigeait le prolétariat russe

vers une nouvelle société dans une Russie déguenillée qui n'avait rien de votre Age de l'Abondance ?

Voyez où vous mène cette manie de l' « originalité » doublée de « précision » scientifique.

Après nous avoir annoncé que l'Abondance a fait son entrée triomphale dans l'histoire il y a exactement dix ans, *Jove et Jean Nocher* nous racontent une perle comme celle-ci au sujet du salariat :

« *En* 1830 *par suite de la concentration industrielle*, quelques hommes astucieux inventèrent (!) *cette nouvelle forme de l'esclavage qui consiste à acheter bon marché les bras d'un homme pour lui revendre au prix fort le produit de son travail.* » *(Révolutionnaires où allez-vous ? p.* 66).

Voyons, voyons ! En 1830, il y a belle lurette que le capitalisme existait. Et les *quelques hommes astucieux* n'avaient plus grand'chose à *inventer* en admettant, même d'après votre science rigoureuse, qu'un régime économique et social est le fruit d'une invention de quelques types astucieux. Comme vous maltraitez l'histoire, avec une désinvolture de journaliste dilettante ! Mais même le *squelettique Léon Blum* ne dirait pas des bourdes pareilles. Et vous qui prétendez rebâtir la société conformément à la science et à la technique !

Ceci n'est pas dit pour vous chicaner. C'est même, si vous voulez, un à-côté de la question.

Si j'en veux tellement à votre mystique technicienne de l'Abondance c'est parce que vous la mettez à la base de vos conceptions sociales, de vos perspectives de la grande transformation à accomplir. Vous pensez que cette fameuse révolution technique, cette mystique Abondance suggèrent *à tout le monde*, à tous les humains, avec une sorte d'évidence apocalyptique, la nécessité de changer.

« *Le jour où un certain Carning monte une machine telle que dix de ces engins, surveillés chacun par une personne, peuvent pourvoir à la consommation des lampes électriques du monde entier, les maîtres de l'Economie sont assimilables à de sinistres crétins, s'ils ne comprennent pas que ce nouveau mode de production exige un plan global et collectif de répartition.* » *(Révolutionnaires où allez-vous ? p.* 105.*)*

Tout est prêt. « Il ne reste plus qu'à classer les faits donnés dans un Plan général et simple de production, de répartition et de consommation qui remette en marche toute cette grande usine aux feux éteints. » (p. 69).

Mais « un petit enfant comprendrait » vous écriez-vous (p. 62) avec indignation. Et ainsi tout au long de vos écrits vous revenez sans cesse à la charge appelant à la raison, voulant convaincre tout le monde d'accepter ce qui est *rationnel*.

De votre Abondance apocalyptique vous vous autorisez à ne vous « *jamais référer aux considérations habituelles de doctrines, de traditions et de classes* » (p. 106) (c'est sans doute cela qui vous permet d' « inventer » le capitalisme... en 1830). A considérer tous les Français comme des révolutionnaires (p. 11) parce que tous ils *doivent* voir l'Age de l'Abondance.

A réduire nos ennemis de classe à « *un petit millier d'esclavagistes* » (p. 53) (sans doute vous croyez-vous ainsi plus « révolutionnaires » que le Parti communiste qui ne voit que 200 esclavagistes). A nier toute lutte de classe (p. 52), tout « chambardement » (p. 116), toute haine (p. 55), toute grève générale (p. 117). A tendre la main aux fascistes, aux chrétiens en vue d'une grande réconciliation de la jeunesse. A traiter de la Rocque de fauteur de désordre et de guerre civile et les révolutionnaires de champions de la paix civile. Tout cela était évidemment très « nouveau »... avant que le P. C. ait substitué ces phrases humanitaires à son programme de lutte de classe.

Eh bien, mes amis JEUNES, puisque dans votre assurance de « novateurs » vous rejetez comme vieilleries les « considérations habituelles de doctrines, de traditions et de classes », je n'ose pas vous renvoyer à un manuel élémentaire de marxisme. Mais permettez-moi seulement de vous conseiller

de relire un honnête manuel d'histoire. Il vous rappellera qu'en 89 le féodalisme n'était pas moins absurdement périmé que ne l'est aujourd'hui le capitalisme. Et pourtant il a fallu incendier le monde pour le renverser, puis l'extirper. En 1917 le tsarisme n'est pas non plus tombé, et la bourgeoisie avec lui, par la seule vertu d'appels humanitaires et de descriptions de l'Age de l'Abondance.

Si vous niez ces enseignements de l'histoire à qui donc jetez-vous ce reproche :

« *Nous nous étonnons qu'on parle toujours de la Révolution comme d'un espoir qui se réalisera un de ces quatre matins au lieu de se mettre à la* faire » (p. 113).

Pensez-vous donc que c'est la « faire » que de porter le gros de vos efforts à créer des équipes de techniciens où l'on étudie, on recense, on trace des plans, en architectes de la société à bâtir ? Certes, c'est faire œuvre utile... de documentation, pour la meilleure connaissance de ce qui est à démolir. Mais bâtir ? Vous le faites dans l'abstrait. Vous qui vous vantez de rejeter le bagage encombrant des aînés, « *de repartir à zéro, doctrinalement et méthodiquement* » (Bulletin JEUNES de janvier 1936) vous doutez-vous que c'est du « déjà vu » ? En Allemagne, dans l'allégresse trompeuse de Weimar, des commissions innombrables ont recensé, étudié, tracé les voies de la socialisation. Je n'insisterai pas sur les résultats. Comme vous les « techniciens » ont « bâti » dans l'abstrait. Une chose a échappé à ces techniciens éclairés — les moyens de réaliser leurs plans. Si vous ne « repartiez pas à zéro doctrinalement » vous sauriez combien méchantes étaient les railleries de Marx et d'Engels pour les bâtisseurs... d'images. Vous sauriez aussi qu'en Russie (étudiez l'expérience si vous niez la doctrine) c'est la vie, les événements qui ont dicté, suggéré, imposé les voies, les rythmes, les mesures de démolition et de construction.

Mais avant d'y arriver il y a mieux que les plans « Au début fut l'action ». L'action révolutionnaire préparant, puis accomplissant, par une lutte de classe acharnée, le renversement de la bourgeoisie, la conquête du pouvoir. On ne s'y achemine pas en niant la lutte de classe, en limitant la domination bourgeoise à « un millier d'esclavagistes », en faisant appel à la raison du peuple tout entier, y compris la classe dominante et ses soutiens. Fourrier, Saint-Simon ont déjà fait de pareils appels utopiques (et bâti des plans « rationnels » comme les vôtres). Et vous, novateurs, qui foulez ces plates bourdes séculaires, qu'avez-vous à dire ? Et par dessus le marché, vous avez l'audace de nous fixer des délais — toujours votre amour de la « précision » — pour la réalisation de vos monts et merveilles. Dans six mois vous pouvez avoir ceci, dans un an cela, dans deux ans l'Age d'or, etc. Si ce sont des phrases pourquoi vous affirmez-vous ennemis de la phrase. Si vous avancez vos délais « sérieusement » c'est que vous envisagez l'histoire à la légère, ce qui ne sied guère à l'avant-garde de bâtisseurs que vous prétendez être.

Mais voyons, si bien que soient organisées vos équipes, pouvez-vous assigner des délais à l'histoire ? La transformation sociale n'est pas une opérette et 40 millions de Français soient-ils tous — moins mille — révolutionnaires ne marchent pas comme cette machine Carning qui vous émerveille. Gare aux échéances, camarades JEUNES.

***

Vous parlez beaucoup du futur ordre révolutionnaire, de la révolution, etc., etc. Vous en envisagez le point de départ au sein de cet immense mouvement qu'est le Front Populaire. Au sein de ce Front vous assignez aux JEUNES un rôle d'inspirateurs, d'ardents détenteurs de la vérité dont vous voulez imbiber, pénétrer le peuple réveillé.

Y avez-vous droit ? Je vous ai montré tout à l'heure l'agrégat d'utopisme d'une part et de conformisme à la Thorez-Duclos-Daladier d'autre part qu'il y avait dans vos idées, dans votre programme. Si c'est pour nous

refaire les discours de Thorez devant la T. S. F. alors, franchement, non, merci ! « Le malheur d'être jeune » qui allume vos ardeurs ne suffit pas à lui seul comme titre au guide et inspirateur du Front Populaire.

Dans votre article-programme du Bulletin de janvier vous posez la « question cruciale » ainsi :

« *Il faut susciter dans tous les comités du Front Populaire un vaste mouvement de base contraignant le centre à prendre ses responsabilités, à obéir à l'intime volonté du Peuple qui en a assez de voter tous les quatre ans pour être trahi quatre fois par jour par ses propres hommes.* »

Mille fois d'accord avec cette méfiance légitime envers les « chefs ».

C'est le « clou » de l'attitude à tenir pour tout révolutionnaire à l'égard du Front Populaire. Mais par « chefs » je n'entends pas seulement les personnes mais aussi et surtout les idéologies diverses qui encrassent le mouvement et enrayent son unité, sa marche en avant.

Or, là encore, j'ai deux remarques à vous faire. D'abord vos propres conceptions dont je ne répéterai pas les défauts. Ensuite, l'attitude que vous adoptez dans votre livre-programme « *Révolutionnaires où allez-vous ?* »

Pourquoi (p. 24-25) vous attendrissez-vous tant sur la « grande amitié » de tous les partis (communiste, socialiste, radical, etc.). Croyez-vous que cette absolution réciproque de péchés sert la cause du Front Populaire ? Pourquoi, en conclusion (p. 128), pour renforcer encore cette absolution, faites-vous « le serment d'abandonner toutes les rancunes, toutes les phraséologies qui nous séparent, et de vous imposer (à vous JEUNES), pour deux ans (toujours votre « précision » !), la trêve absolue des polémiques, afin de nous consacrer à un véritable travail d'équipe » ?

Croyez-vous donc que de la somme des erreurs jaillira la vérité ? Ces « rancunes », ces « phraséologies » est-ce donc à votre avis plaisirs d'escrime ? Mais non, camarades JEUNES, ce sont des tendances de classe qui s'entrechoquent. Ce n'est pas une moyenne de ces tendances qu'il faut. C'est une seule qui peut être salutaire.

La tendance prolétarienne, révolutionnaire, celle justement qui à la fois soulève la vague du Front Populaire et étouffe sous le poids des confusions que cette vague charrie.

La grande faute historique des partis ouvriers, du P. C. en premier lieu, est précisément de se dissoudre sous le drapeau de « l'unité à tout prix » au lieu de travailler au triomphe des aspirations et de l'idéologie révolutionnaire du prolétariat, seul ciment durable d'une unité féconde dans la clarté des buts et des moyens.

Et vous qui prétendez en quelque sorte à diriger le Front Populaire vers le contrôle par en bas, vous qui vous dites l' « élite de la Révolution » vous prêtez serment... d'une trêve de deux ans. Juste le temps qu'ont mis les Cartels de gauche pour décevoir la « volonté intime du Peuple » au lieu de lui « obéir » comme vous le dites si bien.

Vous espérez que si le Front Populaire

« *réussit son expérience, il est possible que nous fassions tout naturellement le saut dans l'avenir, sans casse inutile, sans heurts profonds* » (p. 26).

Vous voulez faire « du neuf », plus neuf que tous les vieux partis et vous acceptez, sans vous en douter, un de ces « rafistolages » que vous raillez et par lequel risque de se solder le Front Populaire si la « volonté intime du peuple » ne réussit pas à prendre corps et à peser d'un poids suffisant sur la fausse amitié des partis adhérents au Front Populaire. R. B.

LIVRES REÇUS :

J. CHOLAT : La Crise et le Prolétariat. (Librairie du Travail).
GUÉRIN : Fascisme et Grand Capital. (N. R. F.)
LUDWIG : Les Maîtres d'Europe. (N. R. F.)

VIE DE " QUE FAIRE ? "

LES AMIS DE " QUE FAIRE ? " A CHATEAUDUN

En novembre-décembre 1935, un centre de rééducation de chômeurs était ouvert à Châteaudun.

Le directeur du centre pensait trouver dans les chômeurs de Paris des individus malléables qu'il pourrait influencer à son gré pour en faire une main-d'œuvre à bon marché et des éléments de pression sur le prolétariat local. Il s'est grossièrement trompé.

Après quelques mois passés à s'étudier les uns les autres, les chômeurs furent fixés sur leurs opinions. Parmi eux il n'y avait aucun adhérent à un parti politique, rien que des sympathisants du Parti Socialiste et du Parti Communiste. Plusieurs étaient déjà écœurés par les procédés des partis ouvriers et critiquaient ouvertement leur action.

L'un de nous faisait partie du groupe *Que Faire ?*. Il n'eut donc guère de peine à rallier autour de la revue les éléments déjà oppositionnels et un noyau très actif fut constitué, dès la veille de la période électorale.

Pendant la période électorale, nous avons mené la campagne pour le candidat du Parti Communiste et établi une liaison avec les éléments révolutionnaires de Châteaudun.

Les organisations existantes (Parti S. F. I. O., Comité antifasciste), qui jusqu'à cette époque avaient ignoré les chômeurs, se mirent en rapport avec nous; de nombreux ouvriers à tendance communiste firent de même.

Les camarades chômeurs, sympathisants au Parti Communiste, décidèrent alors de créer une cellule. Le camarade Rimbert est venu à Châteaudun et a exposé à la première réunion de la cellule ce que doit être le parti révolutionnaire du prolétariat.

Devant le succès électoral du Front Populaire, une fermentation très puissante a agité les ouvriers de la région, comme du reste tout le prolétariat français.

Sans relâche, utilisant les arguments les plus aptes à remuer les ouvriers locaux nous avons, amis de *Que Faire ?* et staliniens, préparer l'action.

Avec les grèves de mai 1936 l'orage qui couvait éclata comme une bombe. En trois jours, les 4, 5 et 6 juin, toute la métallurgie, l'entreprise du camp d'aviation et quelques autres entreprises déposèrent leurs cahiers de revendications que nous avions aidé à établir, et se mirent en grève.

Durant une quinzaine nous avons été sur la brèche; un camarade du Parti Communiste fit partie de toutes les délégations, un autre, du Parti Communiste lui aussi, se rendit à Paris où il essaya de tirer du secours de la part des organisations ouvrières. Naturellement, il n'y réussit pas. Tous les autres camarades secondèrent la grève dans l'usine.

Les paroles d'un d'entre nous : « les chômeurs parisiens seront toujours des ouvriers conscients de leurs devoirs de classe et non d'apprentis briseurs de grèves », se sont vérifiées. C'est notre action qui amena le succès des revendications ouvrières.

Seulement ce succès contenait les germes de notre perte. Les ouvriers satisfaits de leur victoire crurent que tout était terminé. La contre-attaque patronale s'exerça sur les chômeurs du Centre de rééducation. Les plus actifs des nôtres furent renvoyés du Centre par le ministre socialiste du Travail sous prétextes futiles. Les ouvriers n'ont pas bougé. Nous avons dû lutter livrés à nos seules forces.

Notre échec était certain. La bureaucratie étatique appuyant la force patronale devait finalement nous obliger à abandonner la lutte pour notre réintégration. Cette lutte inégale, nous l'avons tout de même acceptée. Si l'échec final était presque certain, il n'en restait pas moins l'exemple à donner au prolétariat local. Nous avons donc mené la lutte la plus dure; dans la ville, à Paris par l'intermédiaire de tous nos amis, nous avons tenté de secouer les pouvoirs publics. Pendant que nous faisions ces démarches, nous continuions notre travail d'agitation.

Le 24 juin, profitant de la campagne déjà amorcée auprès des ouvriers agricoles, nous avons mis en échec la municipalité pro-fasciste de la ville.

Notre camarade Gabriet qui engageait les ouvriers agricoles à demander des salaires normaux et à se grouper dans un syndicat était arrêté à la suite d'un guet-apens tendu par les partisans des ligues fascistes. Encouragés par nous, les ouvriers agricoles exigèrent et obtinrent, par une action directe, la libération immédiate de notre camarade.

Le lendemain, les patrons profitant de la venue d'importantes forces de police, tentèrent de créer des incidents devant permettre une répression sauvage. Ils en furent pour leurs frais; sans cesser d'encourager les ouvriers à exiger des prix acceptables, nos meilleurs éléments réussirent à déjouer leurs plans, et tout se passa dans le calme.

N'ayant pu créer des troubles, ils durent se rabattre sur des poursuites judiciaires. Notre camarade Gabriet fut inculpé de provocation à attroupement non armé et de coups et blessures aux agents. Immédiatement, nous avons organisé une réunion de protestation qui groupa plus de 600 auditeurs. Au cours de cette réunion le camarade Rimbert intervint et développa quelques principes du communisme révolutionnaire.

Les idées de *Que Faire ?* ayant rencontré l'approbation de nombreux militants, un cercle d'amis de *Que Faire ?* a été mis debout dans la localité. Ce cercle permettra, après le départ des camarades exclus du centre de rééducation, de continuer à travailler sur des bases révolutionnaires.

La direction du Parti Communiste était *absente* lors du mouvement gréviste. Elle apparut *après* les événements. A la profonde stupeur des militants, le responsable de la région demanda l'exclusion du Parti de notre camarade Lévine. Surpris et désorientés nos amis du Parti Communiste votèrent à l'assemblée du rayon du 19 juillet comme le leur demandait le représentant du Parti. Le camarade Lévine fut donc exclu, mais actuellement les camarades réfléchissent et les plus actifs commencent à comprendre que la politique du Parti Communiste est fausse, que le Parti Communiste n'est plus un parti révolutionnaire. S'ils ont suivi par discipline le bureau régional, ils n'en gardent pas moins leurs sympathies pour *Que Faire ?* Notre cercle d'amis de *Que Faire ?* a donc le terrain favorable pour son travail; ses membres n'appartiennent pas au Parti Communiste, ils sont connus dans la région pour être de vrais révolutionnaires.

Des revues et des tracts ont été diffusés auprès des militants qui les ont favorablement accueillis. Plusieurs abonnements ont été souscrits. Désormais les mots d'ordre de *Que Faire ?* se répéteront dans la région dunoise ralliant autour d'eux tous les militants ouvriers désireux de lutter pour la révolution prolétarienne en France.

B. L.

P. S. — Dans *Le Travailleur*, hebdomadaire régional du Parti Communiste, édité à Orléans, à la date du 25 juillet, le camarade Bonin, mandaté par le bureau régional d'Eure-et-Loir pour assister à la conférence du 13 juillet, relate à sa manière l'exclusion de Lévine. Pour la première fois un journal du Parti Communiste a rompu la conspiration du silence dont la presse du parti entoure *Que Faire ?*; il mentionne notre revue dans son compte rendu. Mais le camarade Bonin ne réfute pas un seul argument de *Que Faire ?* contre la politique du C. C. du Parti. Ce ne sont pas les mesures de répression qui arrêteront la diffusion de nos idées dans le mouvement ouvrier.

5e CONFÉRENCE

DE LA REVUE

QUE FAIRE ?

Le Samedi 12 Septembre, à 20 h. 30, Grande Salle du Café du Tambour

PLACE DE LA BASTILLE

LE PROCÈS ZINOVIEV-KAMENEV

ET LA

NOUVELLE CONSTITUTION DE L'U. R. S. S.

NOUVELLES D'URSS

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Paraissant tous les deux mois

Sur la base des données de la presse soviétique

Édité par la Revue « QUE FAIRE ? »

PRIX : 1 FRANC

LE NUMÉRO 7 — JUILLET 1936 — VIENT DE PARAITRE

SOMMAIRE :

1. La nouvelle Constitution.
2. L'interdiction de l'avortement.
3. Le Congrès des épouses.
4. Divers.

Abonnement avec la *Revue* : un an.... 15 fr.
— — : six mois.. 8 fr.
Abonnement *Bulletin* seul : un an.... 6 fr.
— — : six mois.. 3 fr.

Gérant : LUCOT.
Imprimerie Nouvelle (ass. ouvr.), 53, quai de la Seine, Paris, A. Largentier, dir. — 1191-36.